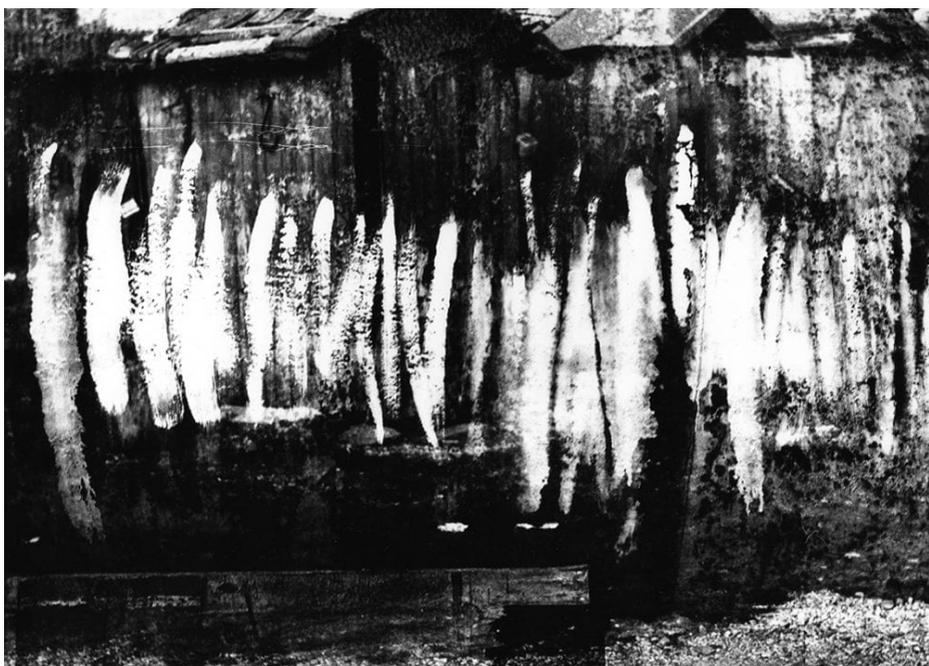




**Le mot et la chose. À propos de
projet révolutionnaire**
et autres textes



Octobre 2022

Le mot et la chose. A propos de projet révolutionnaire.	p.5
Sur le concept de force. Notes à <i>Terra e libertade</i>	p.22
Surgelés	p.31
Un honteux délire	p.33
Convergences	p.35
Pour si peu	p.38
Terre et liberté	p.40
Appendices: Extraits de l' <i>Encyclopédie des nuisances</i>	p.42

Sul concetto di forza. Note a Terra e libertade, publié dans la revue anarchiste italienne *i giorni e le notti* n°11, juillet 2020

La parola e la cosa. A proposito di progetto rivoluzionario, publié dans *i giorni e le notti*, n°11, juillet 2020.

Surgelati, Un vergognoso delirio, Convergenze, Per così poco et *Terra e libertà* ont été publiés sur le site anarchiste *ilrovescio.info*.

Le mot et la chose. À propos de projet révolutionnaire

Prémisse philologique

Un monde de plus en plus « irréversible ». Dans le texte de l'Encyclopédie des Nuisances, le mot est « indétournable »¹. Comme on le sait, le *détournement* est un concept-clef des situationnistes, indiquant autant un procédé artistique-littéraire-théorique – qui consiste en l'assemblage de matériaux déjà existant, tout en réorientant leur signification et leur utilisation – qu'un « retournement de perspective » plus général. Si tout mouvement révolutionnaire a toujours eu besoin d'inventer de nouveaux mots pour faire allusion à quelque chose qui n'existe pas encore, il y a une certaine charge poétique qui se développe et déchoit dans une guerre contre le temps – puis, quand elle se cristallise, elle devient un obstacle qui empêche de penser à nouveau la réalité et elle se transforme en langage auto-référentiel. Nous aurions pu utiliser le mot « indétournable », mais nous courrions ainsi le risque que la bizarrerie cache le problème. « Irréversible » est plus immédiat et ne renvoie pas à un jargon de connaisseurs de textes révolutionnaires, cependant il ne garde pas toutes les nuances. Le mot *détourner* a différents sens : par exemple « dévier », « dévoyer » (un cours d'eau, des suspicions), « soustraire » (des fonds), « dérouter » (un bateau, un avion). Au-delà des finesses lexicales, ces différentes significations expriment assez bien la façon dont, pendant longtemps, les mouvements révolutionnaires ont pensé et projeté leur rapport avec les moyens de production (les soustraire aux patrons et à l'État, dévoyer leur signification universelle en dehors des rapports de production capitalistes, en dérouter socialement l'utilisation). Un monde « indétournable » signifie donc un monde non ré-appropriable, qu'on ne peut pas dérouter, qu'on ne peut pas réorienter. Comme on pourra facilement comprendre, ceci n'est pas un problème parmi les autres, mais le problème.

Dans les textes de l'EdN proposés plus hauts², le détournement de la société de la domination est posé selon des schémas marxistes situationnistes, c'est-à-dire en suivant la logique dialectique du dépassement. Ce sont les « encyclopédistes » eux-mêmes qui ont souligné cette contradiction (entre la critique anti-industrielle et la vision marxiste des forces productives en tant qu'alliées du prolétariat). Mais, en

1 Encyclopédie des Nuisances, fascicule 1, « Discours préliminaire », 1984, p.42 de la présente brochure .

2 Dans le même numéro de la revue « *i giorni e le notti* ».

approfondissant la connaissance de la critique anti-industrielle (Mumford, Ellul, Charbonneau, Anders...), ils ont abandonné le concept de classe et celui de révolution, en formulant une perspective de *sécession* ancrée sur le concept de Nature – en tant que *limite* à opposer à la déraison techno-mercantile et en tant que base *éthique-sociale* en vue d'une activité de régénération autant de la pensée critique que des nouveaux liens communautaires. Ils ont été obligés de reconnaître que l'instinct d'autoconservation – qu'on pensait, dans les années 80, pouvoir mobiliser dans un sens révolutionnaire, aux côtés du désir de l'inconnu – est mobilisé chaque jour par le système de survie, afin de créer un horizon clos, qui n'est rien d'autre que le terrain où s'enracinent toutes les agressions technologiques. Ces corrections à posteriori doivent être prises en compte non seulement pour des raisons de précision historique, mais justement pour éviter d'enfoncer des portes déjà ouvertes. La trajectoire des « encyclopédistes » reste néanmoins instructive, même là où elle se corrige elle-même. Pour quelqu'un qui avait placé son espoir dans un « sujet historique » déterminé (porteur de conscience, d'intérêts universels, etc.) la disparition de ce dernier sape la possibilité même d'une révolution. Ceux qui n'ont jamais cru à un tel schéma (qui, d'ailleurs, a été hérité d'une conception bourgeoise de l'histoire) peuvent au contraire penser d'une autre manière la rupture révolutionnaire – c'est-à-dire le possible de l'histoire.

Alors pourquoi, s'ils contiennent de tels *fardeaux*, republier ces textes d'il y a trente ans ? Parce que les erreurs et les contradictions d'un groupe subversif plutôt que d'un autre, ne nous intéressent pas trop. Ce dont nous avons besoin est quelque chose d'autre : une formulation qualitativement précise des nœuds théoriques et pratiques que nous devons défaire. Il nous semble fondamental de revenir avant tout sur certains moments historiques, afin de comprendre les conditions de notre intervention, aujourd'hui, et la direction vers laquelle nous voulons aller. Certains appelaient cela une *approche philologique* des luttes, des conquêtes et des défaites des tentatives d'émancipation. Au lieu de réaffirmer des croyances (même si « anti-industrielles »), il nous semble plus judicieux de creuser dans la dimension subjective et matérielle de la guerre sociale – afin de séparer le bon grain de l'ivraie. Pour reprendre une jolie métaphore utilisée par les « encyclopédistes » eux-mêmes, vers la moitié des années 90 : pour sortir la main du pot, il faut lâcher ce qu'on pensait posséder.

Sans raccourcis

Aujourd'hui, observer la réalité sans raccourcis idéologiques donne le vertige. On veut abattre un arbre, tout en sachant qu'on est assis sur ses branches. Non seulement les forces productives, mais plus généralement les conditions matérielles de l'existence « *sont maintenant mobilisées par les classes propriétaires et leurs États pour rendre irréversible l'expropriation de la vie et ravager le monde jusqu'à en faire quelque*

chose que personne ne puisse plus songer à leur disputer»³. De ce point de vue, on peut dire que la profonde restructuration qui, selon le pays, a eu lieu entre les années 70 et les années 80, n'avait pas comme seul but de démanteler la « rigidité » de la classe ouvrière, de rendre la production plus flexible et de faire chuter les coûts de stockage des demi-produits et de produits finis, à travers la chaîne globale de la logistique *just in time*, mais elle avait aussi, et surtout, le but d'attaquer de front les possibilités mêmes d'une transformation révolutionnaire de la société. De rendre, donc, la société de la domination toujours plus irréversible. Cette contradiction est connue. En concentrant les exploités dans les lieux de production et dans les quartiers avoisinants, le Capital en favorisait, indirectement, l'auto-organisation. Le refus violent du travail salarié – ce que, dans les textes publiés plus haut est défini comme le contenu « moderne » de la révolte ayant eu lieu dans les années 60 – pouvait lui aussi attaquer et se replier à partir de certaines formes données de vie collective, qui à leur tour n'étaient pas sans lien avec un certain modèle de production. Comme l'ont reconnu quelques années après certains *Comontisti*, théoriciens du prolétariat extralégal et du début inévitablement « *voyou* » de l'assaut révolutionnaire – « Contre le Capital, lutte criminelle » –, ces pratiques sauvages mêmes ont commencé à se réduire en parallèle au démantèlement de certains quartiers et d'une « communauté de classe » donnée, celle-là même qui contenait dans son sein le réformisme, la demande de représentation institutionnelle et un certain nombre de résidus du stalinisme. Le fait de penser que la « récupération » syndicale et politicienne n'était rien d'autre qu'une sorte d'agent extérieur, ennemi de la spontanéité ouvrière, a été une des illusions dans laquelle a foncé une partie du mouvement révolutionnaire de cette époque-là. Quand – grâce surtout à l'intervention répressive de l'État, faute duquel les patrons n'auraient pas pu déclencher la « révolution numérique » – les lieux, les mentalités, les capacités organisationnelles qui avait été construit à l'intérieur de la résistance à ce cycle du capitalisme ont disparu, l'offensive révolutionnaire s'est retrouvée « hors sol », tel les fraises dans les serres industrielles. Le fait que l'apparat productif était déjà, en grande partie, « irréversible », était une assertion qui avait déjà été acquise par quelques esprits lucides, à partir des années 30, mais cela ne préoccupait pas trop les théoriciens de l'autonomie ouvrière et était en quelque sorte refoulé même par la critique radicale. Il suffit de penser à la persistance de la thématique des Conseils ouvriers et de la contraposition marxienne entre valeur d'usage et valeur d'échange, quant aux marchandises, aux services, aux techniques et aux machines produits par le capitalisme.

Autant la référence aux Conseils, que celle d'une prétendue modalité d'usage à jeter violemment contre l'abstraite abondance mercantile suggéraient l'existence d'une signification humaine universelle, à soustraire à son enveloppe capitaliste. L'éloge de

3 *ibid.*

l'automatisation fait par les premiers situationnistes en est d'une certaine façon l'exemple le plus flagrant. Mise à part l'automatisation, le piège était précisément l'idée qu'il faille *disputer* à la domination de classe le terrain du développement technique. D'autre part, on se bat avec ce que l'on a sous la main et que l'on hérite d'un passé récent. « [T]ous ceux qui dans le passé avaient voulu révolutionner la société avaient pu tenir pour acquis le fait que l'autonomie ouvrière, l'auto-organisation sur les lieux de travail, pratiquée avec détermination, contenait d'emblée le but lointain (la réappropriation de l'appareil productif), en actualisant la possibilité. Et chaque lutte, même étroitement revendicative dans ses buts explicites, permettait l'acquisition et l'accumulation d'une expérience révolutionnaire, était un moment de la constitution du prolétariat en sujet historique »⁴. Ce n'était certes pas simple – et aujourd'hui encore moins – de penser et de pratiquer des formes d'auto-organisation, en sachant que très peu des choses à partir desquelles l'on s'organise matériellement pourront être transférées dans la « société de demain ». Le projet d'une société des Conseils – même l'« autogestion généralisée » de Vaneigem en était, au fond, une extension qualitative et quantitative – est, à certains égards, *le dernier projet révolutionnaire* né en Occident. Si pour projet révolutionnaire on entend ce qui est élaboré à partir de la rencontre de la théorie-pratique d'une minorité subversive et cet ensemble d'aspirations, de valeurs, de mentalités, de créations et d'expériences d'une partie de la société. Les Conseils, par exemple, ont été, historiquement, *d'abord* une auto-crédation prolétaire et *ensuite* une théorie révolutionnaire. On peut dire la même chose des collectivités agricoles au Mexique, en Ukraine, en Espagne. En général, la perspective révolutionnaire devient une force matérielle quand elle illumine ce qu'une partie des exploités est déjà en train de faire et ce qu'elle pourrait faire. De fait « *les hommes ne se mettent jamais durablement en mouvement pour abattre une organisation sociale par simple détestation de ce qui existe : il faut que d'une manière ou d'une autre ils possèdent une conception positive de la vie qu'ils veulent vivre* »⁵. Sans cette « conception positive », non seulement un mouvement de révolte généralisée ne dure pas, mais il ne parvient même pas à arriver au « deuxième assaut » insurrectionnel, c'est-à-dire à ce passage qui se situe sur le terrain de l'irréversible – le moment à partir duquel on ne peut plus, même si on le voulait, revenir en arrière. Les mouvements insurrectionnels qui ont parsemé la planète ces dix dernières années ont beaucoup à nous apprendre à ce propos. Leur point de départ n'est presque jamais la grève générale. Si la paralysie de l'activité productive arrive, elle arrive en tant qu'effet d'une explosion de colère *immédiatement* sociale, autrement dit comme exigence de coordination et en même

4 Encyclopédie des Nuisances, fascicule 14, « Ab ovo », 1989, p. 51 de la présente brochure ; NdT

5 Encyclopédie des Nuisances, fascicule 2, « Histoire de dix ans », 1985, p. 44 de la présente brochure.

temps comme preuve – la seule possible, d'ailleurs – de l'extension du mécontentement. Si cette caractéristique rend la récupération de la part des institutions plus difficile, elle rend aussi plus fragile la conquête des espaces et la tenue du mouvement dans le temps. Le retour à la normalité – qui néanmoins sédimente toujours quelque chose, pour les révoltes futures – est causé par la dépendance généralisée au système, pour ce qui est de la reproduction des conditions matérielles de vie (ainsi que par la violence étatique, bien entendu) ; et pas tellement à cause des jeux de la politique. L'alternative d'un monde sans État ni argent semble littéralement inimaginable jusqu'à ce que, en parallèle à l'affrontement, se profile concrètement une façon différente de vivre. « *L'immensité de cette tâche de transformation, que chacun perçoit confusément, est sans aucun doute la cause la plus universelle et la plus vraie de l'accablement de tant de nos contemporains, qui confère à la propagande spectaculaire son efficacité relative* »⁶.

Revenir en arrière

Le retour de la thématique des Conseils ouvriers, dans les années 60, avait le sens d'un certain *positionnement*, plus que d'une proposition pratique, désormais obsole. Contre la confiscation réformiste et bureaucratique de la mémoire historique, elle était la revendication des expériences révolutionnaires du prolétariat, ces « défaites » qui représentent son legs le plus important, là où ses « victoires » se devaient d'être dénoncées – à l'Ouest comme à l'Est – en tant que parodies plus ou moins sanguinaires, c'est-à-dire en tant que défaites de la pire espèce. On redécouvre et on relit les faits et les mots de l'année 1905 en Russie, de 1919-20 en Allemagne et en Italie, de 56 en Hongrie. Cependant, quand la contestation des jeunes de Mai rencontre et emporte le monde du travail, ce qui en ressort est toute autre chose. Tandis qu'enragés et situationnistes invitent au « maintien des occupations » des usines, les jeunes prolétaires vont à la mer, sans aucune intention de les autogérer. Personne, désormais, a envie de suivre ce Conseil. À partir de là, dans la théorie comme dans la pratique, l'adjectif « ouvriers » est de plus en plus remplacé par celui de « prolétaires » (« *Ludd-Consigli proletari* », par exemple), pour faire allusion au fait qu'il n'y a aucun « centre » à partir duquel révolutionner la société, mais bien une condition de dépossession qu'il faut renverser, dans tous les domaines de la vie individuelle et collective. Quand la forme-Conseil réapparaît en dehors de l'Europe – que l'on pense à la révolution iranienne de 1979, avant son écrasement khomeiniste –, elle a une connotation plus territoriale que productive (*Shora*). De même pour l'énorme soulèvement irakien de 1991 (organisé encore une fois en *Shora*) et avec le mouvement des *aach*, en Kabylie en 2001, une explosion insurrectionnelle qui « cite à l'ordre du

6 EdN, « Ab Ovo », cit., p. 48 de la présente brochure.

jour » un monde communautaire et organisationnel qui avait été écrasé par l'armée française en 1871.

La forme-Conseil n'est nullement disparue de l'histoire – on peut penser aux événements en Syrie. Mais aujourd'hui elle n'a ni une claire composition de classe, ni un rapport direct avec les lieux de travail. Si elle réactive quelque chose venant du passé, cela ressemble plus à l'ancien communalisme – urbain ou rural – qu'aux institutions de l'ancien mouvement ouvrier. Les expériences de plus longue durée – que l'on pense à Oaxaca – s'enracinent là où les anciens liens communautaires n'ont pas été complètement démantelés par le système capitaliste. Enfin, pour avancer, les mouvements insurrectionnels *reviennent en arrière*, jusque-là où ils trouvent « *une conception positive de la vie que nous voulons vivre* ». Ce qui leur barre la route est la violence armée de l'État. Cependant, ces espaces font précisément allusion à la « *constitution d'un point de vue collectif à partir duquel il devient possible de condamner toute l'innovation technique autoritaire, sans plus se laisser impressionner par l'inepte reproche de passéisme* ».7

Rassembler ses pensées

La tendance « communisatrice » – « Théorie communiste », Gilles Dauvé et autres, bien que ses bases naissent déjà dans l'après-Mai – met opportunément en évidence, depuis des années, l'aura mythologique qui entoure la forme-Conseil, qui, en soi, nous dit assez peu de ses *contenus*. Non seulement parce que, au cours de l'histoire, les Conseils ont été récupérés *depuis leur intérieur* par une partie de la social-démocratie et du léninisme (beaucoup plus que ce qui est saisi aujourd'hui par certaines relectures révolutionnaires), mais pour une raison plus radicale encore, c'est-à-dire que les Conseils ne sortent pas de la logique de la gestion ouvrière du capital, ensemble avec l'idée que le communisme est la constitution du prolétariat en sujet historique. Si le rapport entre capital et prolétariat est, par contre, un rapport d'« implication réciproque », s'en suit que la destruction du capital et l'abolition du prolétariat sont deux processus synchrones. L'universalisation de la condition prolétaire, qui a fait exploser et les lieux de la médiation et les catégories productives et sociales qui leur étaient liées, pose aujourd'hui le problème de la révolution dans des termes immédiatement communistes, sans aucune idéologie de transition. La chose que cette tendance enveloppe à son tour d'une aura mythologique est le *comment* et *à partir d'où* l'on passe des luttes revendicatives à la transformation communiste de tous les aspects de la vie. À bien y regarder, la logique est encore celle selon laquelle le capital, en enlevant tout obstacle « corporatif » à sa propre expansion, travaille

7 EdN, « Ab ovo », cit., p. 57 de la présente brochure.

involontairement pour la révolution. Du coup, on analyse et on attend. Comme si ce qui, entre-temps, est en train de provoquer la numérisation du monde, ne portait pas atteinte aux fondements mêmes de sa subversion.

« *L'intégralité du territoire ayant été reconstruite par l'ennemi selon ses besoins répressifs, toute volonté subversive doit commencer par considérer froidement à partir de quelles réalités vécues peut renaître une conscience critique collective, quels sont les nouveaux points d'application de la révolte susceptibles de ramener tous les anciens* »⁸. S'il est au moins douteux qu'un tel projet puisse naître « froidement » – la prétention situationniste du coup de main stratégique est dure à tuer... – dans ce raisonnement l'accent doit être mis justement sur les « points d'application de la révolte ». Ce qui ne signifie pas seulement avoir les idées claires sur où intervenir quand *ça devient sérieux*, quand la température morale d'une époque s'élève, comme le disait Bloch, mais aussi *rassembler ses pensées*, ici, dans le sens le plus littéral.

Le type de lecture que l'on donne des transformations en cours dans le monde du travail et dans la société se traduit, dans certaines circonstances, en choix pratiques et opérationnels bien précis. Quelqu'un a fait remarquer, autant en ce qui concerne la révolte en Grèce en décembre 2008, que pour celle qui a bouleversé le Chili l'automne dernier [en 2019], que de nombreuses actions menées par des compagnons avaient un caractère « symbolique » (le palais du gouvernement, la banque centrale), tandis qu'une analyse différente de leur part aurait pu leur suggérer des attaques bien plus significatives, contre des infrastructures fondamentales de la domination (énergie et communication). De ce point de vue – on y reviendra – les actions directes qui, à travers le monde, sont en train d'entamer l'actuel « état d'urgence », s'avèrent décidément plus en adéquation avec la typologie de la restructuration technologique en cours. Cependant, même si cela est nécessaire afin de mieux définir une méthodologie d'action, c'est insuffisant en soi pour un projet révolutionnaire.

Les « points d'application de la révolte » ne sont pas seulement les ganglions à bloquer, mais aussi les *espaces* à partir desquels on commence à vivre de manière différente, c'est-à-dire là où on déploie, on articule et on *tient* le « deuxième assaut » (ce qui n'a pas eu lieu ni en Grèce, ni lors des révoltes dans les pays arabes, ni au Chili). On arrive toujours à un point – un mot à décliner, dans un sens temporel et dans un sens topographique – où la question n'est pas épuisée par la quantité des objectifs frappés, ni simplement par leur qualité, mis par le degré d'*irréversibilité* que l'on arrive à atteindre. Et pour cela les techniques insurrectionnelles ne suffisent pas, il faut les premières mesures révolutionnaires, même si le territoire où on les expérimente peut être limité : quoi exproprier, où et comment le mettre en commun, comment contourner, grâce à la solidarité internationale, le siège alimentaire, etc. Et

8 *ibid.*, p. 50 de la présente brochure.

on est encore bien loin non seulement de « résoudre », mais simplement de se poser, des questions de ce genre.

Comme nous le remarquons dans le premier numéro de cette revue, dans nos milieux il y a la tendance à utiliser comme synonymes les termes d'émeute, révolte, insurrection, rupture révolutionnaire, tandis qu'il s'agit de « choses » quantitativement et qualitativement différentes. Ce n'est pas un problème de langage, mais de vision de la réalité. Sans vouloir proposer ici une sorte de dictionnaire pour mieux se comprendre, continuons à rassembler nos idées. En essayant de définir l'insurrection non seulement en termes d'extension – ce que l'on pourrait appeler révolte généralisée – mais en termes de profondeur. C'est-à-dire une partie du territoire qui est dans les mains des insurgés, où l'État n'est pas encore en mesure d'intervenir. Ce « point d'application » présuppose non seulement un haut niveau d'affrontement, étant donné que les espaces d'autonomie et d'auto-organisation sont arrachés au territoire ennemi, mais aussi une certaine façon de vivre (de décider, de manger, de se défendre, de se soigner, d'affronter les conflits internes, etc.). Le problème de la durée de telles expériences est aussi matériel – en 2001 le mouvement argentin des *piqueteros* n'a pas été défait par la répression, mais par le fait qu'après un certain temps à Buenos Aires il n'y avait plus rien à manger – que symbolique. Autrement dit, il est lié aux mesures concrètes qui sont prises et à la façon dont on les communique au reste du monde. Les barricades et les flammes – surtout à l'époque de la consommation numérique d'images – semblent être une sorte de *topos* de l'émeute (ce n'est que par la didascalie que l'on comprend s'il s'agit de Hong Kong, de Santiago ou de Beirouth), insuffisant en soi à nous suggérer la profondeur des événements en cours. Barricades et flammes, même si elles contiennent toujours une *valeur théorique*, peuvent être des moyens pour demander plus de démocratie, tout comme elles pourraient être le possible début d'une Commune.

Toucher terre

« Les partisans de la critique sociale réclamaient la négation de la politique, ils voulaient que l'on prenne comme point de départ les germes de révolution qu'étaient les luttes ouvrières, mais ils oubliaient que les véritables germes de révolution ne s'étaient jamais développés dans l'époque récente (en France en 1968 comme en Pologne en 1980-1981) qu'avec la création d'une première forme de communication libérée où tous les problèmes de la vie réelle tendaient à trouver leur expression immédiate, et où les individus commençaient, en accomplissant les actes exigés d'eux par les nécessités de leur émancipation, à constituer ce domaine public où la liberté peut déployer ses charmes et devenir une réalité tangible. En un mot : on ne peut supprimer la politique

sans la réaliser »⁹.

Il existe au moins deux traditions de pensée – qui ont influencé la théorie révolutionnaire elle-même – à propos du concept de politique. Une, qui va de Machiavel à Orwell, selon laquelle la politique est l'art du gouvernement, c'est-à-dire de la tromperie et de la ruse. Une autre, allant d'Aristote à Hannah Arendt et qui a eu en Castoriadis l'un de ses représentants contemporains les plus conséquents, selon laquelle la politique est le soin commun des affaires communes. Dans la première acception, le totalitarisme serait l'expression maximale de la politique ; dans la deuxième, les régimes totalitaires – comme l'actuelle technologisation du monde – seraient des énormes expériences de dé-politisation des individus et de la société. La position de Marx à cet égard est ambivalente : la « communauté humaine » devrait procéder à la suppression de la politique comme une sphère séparée, comme un royaume bourgeois de médiation entre des individus atomisés, c'est-à-dire abstraits ; mais en même temps, selon le schéma dialectique, la politique est une étape nécessaire - la conquête des pouvoirs publics par le prolétariat - pour que le « gouvernement des hommes » soit remplacé par « l'administration des choses ». L'anarchisme des origines a opposé la révolution sociale à la révolution politique, en d'autres termes la transformation *de facto* au changement *par décret* ; non seulement parce que l'émancipation d'une société depuis le haut est quelque chose d'inévitablement autoritaire et porteur d'un pouvoir qui est loin d'être provisoire, mais surtout parce que cela est inévitable. Seulement en commençant à se libérer, les individus peuvent prendre le chemin de la liberté. Malatesta, qui était plus intéressé par la compréhension immédiate des formules que par la diatribe linguistique, disait que la révolution sociale a deux âmes : une âme économique (l'abolition de la propriété privée) et une politique (destruction de l'État) ; deux âmes qui ne peuvent pas être séparées, mais qui ne coïncident pas. C'est l'insurrection armée victorieuse qui ouvre la voie au communisme, non pas l'inverse. Mais à son époque, *les champs, les usines, les ateliers*, étaient des terrains que les prolétaires pouvaient encore disputer à l'État et aux patrons, même si déjà au début du XXe siècle cela ne signifiait pas du tout « hériter le monde », mais avoir encore la possibilité de le changer ; non seulement dans ses rapports sociaux, mais dans ses bases matérielles elles-mêmes (la relation entre ville et campagne, entre activité humaine et machines, entre fatigue et jouissance, entre la science et les coordonnées éthico-communautaires de son application, etc.). L'anarchisme, malgré une position de classe claire, n'a jamais été ouvrieriste. Au contraire, il a souvent placé ses espoirs précisément dans ces formes de vie et de lutte – comme les communautés agricoles et les jacqueries – que les marxistes orthodoxes considéraient comme réactionnaires, parce que vouées à être dépassées par le développement des

9 *ibid.*, p. 56 de la présente brochure.

forces industrielles. C'est précisément dans les campagnes que le collectivisme anarchiste des origines a été perçu comme une sorte de révélation messianique, puisque ce monde paysan voyait déjà dans l'État une sangsue géante qui lui volait le fruit de sa fatigue et ses fils, par le recrutement militaire ; c'est un monde, celui des campagnes, qui est loin d'être libéré et libertaire, mais qui, malgré tout, constituait une contre-société, fière de ses savoirs, de sa mémoire et de ses coutumes.

(On peut penser, aujourd'hui, en tant que *révélation au contraire*, à la rencontre entre les communautés mapuches et les groupes anti-autoritaires). C'est pour cela que le mouvement anarchiste ne ressentait nullement le besoin d'un *domaine public* différent de la dimension économique-sociale. La distinction, faite par Arendt, entre sphère privée, sphère sociale et sphère publique – une distinction qui est sous-tendue dans le raisonnement des « encyclopédistes » – a été marquée et aggravée par les agressions que la société techno-marchande a menées contre toute forme d'autonomie individuelle et collective. Il est vrai qu'aujourd'hui – que l'on pense au Parc Gezi, aux Conseils syriens et même aux Gilets jaunes – les mouvements de protestation, même là où ils ont des caractères insurrectionnels, se forment et s'agglutinent dans un espace qui n'est pas l'espace de la reproduction des conditions de l'existence, ni celui d'un « territoire » indéterminé, mais qui est bien un « point d'application de la révolte », que les individus disputent directement à la gestion étatique de la sphère publique. À partir de là, à la rigueur ils s'organisent pour bloquer l'économie et sa logistique, obligés par l'État d'affronter le problème de leur propre autodéfense et de la violence. Presque rien de ce qui précède leur formation, en ce qui concerne l'expérience commune et la mémoire active, constitue une base d'où puiser sa force ou une boussole pour construire une vie différente. Ils sont des mouvements inévitablement « *hors sol* », à moins qu'ils arrivent à réactiver les lieux de leur histoire – ces « racines » qui sont des « gouttes du passé vivant » (Simone Weil) – c'est-à-dire à *toucher terre*. Aujourd'hui encore, non seulement l'anarchisme émerge avec de nouvelles énergies dans des continents qui, pendant des décennies, ont été figés par un marxisme patriotique, mais il le fait en croisant deux éléments que le Progrès considère déjà comme fichus : la jeunesse déclassée des métropoles et les *pueblos*. Ce sont ces derniers qui ont fait que même un mouvement d'enseignants se transforme, poussé par son ennemi, en un espace collectif où le dialogue était possible grâce à un système fédéré de barricades. (Comme confirmation que les mouvements réels réapparaissent toujours, on peut se souvenir que l'organisation des « délégués de barricade avec mandat impératif et révocable » était l'organisation insurrectionnelle proposée par Bakounine en 1869). En Afrique, des compagnons, après avoir vécu en première ligne les désastres croisés du colonialisme et des révolutions nationales, théorisent un anarchisme qui reprend et radicalise la tradition du communalisme préindustriel.

Un casino en feu

Les effets combinés de l'épidémie de Coronavirus et des contrecoups de la mondialisation – sur laquelle intervient, avec un poids grandissant, la course effrénée à l'appropriation des terres et des métaux rares, nécessaires pour la construction des satellites, pour la numérisation de la production et de la société, ainsi que pour la prétendue transition écologique – sont en train d'ouvrir des scénarios imprévisibles. D'un côté, nous sommes témoins d'une accélération qui va dans la direction d'un contrôle totalitaire sans précédent, de l'autre côté la mise en valeur du capital semble de plus en plus fragile, ce qui remet en cause directement l'État. Non seulement les conditions matérielles, la santé et la liberté sont en train de s'effondrer ensemble, mais cela se passe à travers une expérience de masse et à un niveau international. Le pouvoir brandit le drapeau de la nécessité, mais ce qui règne c'est la contingence.

Essayons de remplacer « nuisance » par « épidémies » : « *Malgré tous ses évidents avantages comme méthode de gouvernement, la proscription de la conscience n'a pas celui d'épargner ses ravages à la direction de la société, qui s'en trouve elle-même irréversiblement corrompue. Et quand elle tente de se poser en garante de la survie de l'humanité, elle ne fait qu'ajouter à son irréalisme routinier celui d'un simulacre de guerre contre les nuisances, une ultime tricherie dans un casino en flammes* »¹⁰. Ce qui donne à tout cela un air de *fin de partie* ce ne sont pas les prétendues « crises indépassables du capitalisme », mais les limites écologiques de la Planète, que les fuites en avant technologiques arrivent de moins en moins à cacher.

Dans un tel scénario, un projet révolutionnaire ne peut pas faire abstraction d'une analyse approfondie de ses propres « points d'application ». Et là on revient à la question de l'espace public. Par une sorte de paradoxe, le municipalisme libertaire de Bookchin est une des références du « confédéralisme démocratique » expérimenté par les communautés kurdes dans le contexte d'une guérilla. Laissons de côté tout ce qu'il y a d'auto-promotionnel, pour le PKK, dans une telle référence. C'est un autre raisonnement qui nous intéresse, ici. Les exemples historiques sur lesquels se fondait la proposition de Bookchin étaient les « clubs » de la Révolution française, la Commune et la démocratie directe des Conseils. Il y a plus de vingt ans, quelqu'un a fait remarquer que ce n'était pas possible de retirer ces exemples d'organisation fédéraliste de leur contexte matériel et psychologique : l'insurrection. Sans cette *rupture* – continuait ce raisonnement – il n'y a aucun espace réel de dialogue qui se construit dans les villes de l'État. L'idée d'une *sécession* progressive de la société de la domination, par le biais de municipalités libertaires au fur et à mesure fédérées entre elles, n'est pas seulement une illusion qui place les effets avant leurs causes, mais c'est aussi la porte ouverte à toute forme de cogestion institutionnelle. Le fait que Bookchin en

10 EdN, « Ab ovo », cit., p. 59 de la présente brochure.

soit arrivé à la proposition de listes citoyennes à présenter aux élections communales n'est ni un incident de parcours, ni un exemple flagrant d'incohérence personnelle : il s'agit d'une conclusion logique, pour quelqu'un qui pensait que le « modèle insurrectionnel » était un fantasme du passé, un héritage du XIXe siècle qui empêchait de formuler et d'expérimenter une politique libertaire dans l'air du temps. Or, non seulement ce fantasme est revenu hanter le monde, et toujours plus souvent, mais c'est sous son « enchantement » que se sont formées les expériences de démocratie directe *qui méritent vraiment d'être critiquées* (les autres se critiquant par elles-mêmes, à cause de l'irréalité nuisible dans laquelle elles se tortillent). Et la critique, comme on l'a vu plus haut à propos des Conseils ouvriers, ne peut pas se borner à la forme (unanimité contre majorité, délégués révocables contre porte-paroles permanents, etc.) mais elle doit arriver au niveau des contenus : c'est-à-dire non pas les *discours* mais les pratiques par lesquelles on transforme la vie, ce que l'on partage, au-delà des mots, le rapport entre auto-organisation de la violence et dialogue réel, les sphères sociales qui sont touchées et emportées par la lutte. Bref, le degré d'irréversibilité qu'un mouvement a atteint.

Le fait que ceux qui pensent de façon projectuelle « *ce domaine public où la liberté peut déployer ses charmes et devenir une réalité tangible* » soient surtout ceux qui restent bien loin des bouleversements sociaux qui en permettent la formation, n'est pas seulement un paradoxe. C'est une limite à nous, que certaines formules magiques (« détruire le travail », « dynamiter l'existant ») contribuent à escamoter. Or, si nous voulons vraiment sortir notre main du pot, il s'agit de dépasser ces formules. De penser donc l'anarchisme non seulement comme une méthodologie insurrectionnelle – si nous nous limitons à cela, nous ne sortons pas de la *forme* –, mais comme un projet révolutionnaire. Comme un ensemble articulé de contenus à la recherche constante de leurs « points d'application ». La pratique des groupes d'affinité et leur coordination informelle disent la façon dont les compagnonnes et les compagnons s'organisent, ils suggèrent la façon dont ils sont en train d'intervenir dans un contexte donné, à partir de quels angles d'attaque, pour ouvrir quelles brèches ; cependant, en soi – justement parce qu'un projet *a besoin* d'une méthode, mais il *n'est pas* seulement une méthode – ils laissent transparaître assez peu de la vie pour laquelle ils se battent ; notamment, par exemple, les premières *mesures communistes* qu'ils essaieraient d'adopter, dans un contexte insurrectionnel.

Tentatives inachevées

Peut-être que la dimension locale et la dimension internationale n'ont jamais été si entrelacées. La chose la plus urgente est d'esquisser, à partir des contextes concrets, un dialogue à distance, la « *création d'une première forme de communication libérée où tous les problèmes de la vie réelle tendent à trouver leur expression immédiate* ».

Par exemple, en mettant ensemble, non seulement sur le plan indirect des actions et des formes de résistance, mais aussi sur le plan explicite des discours et des appels, le lien entre le « formatage numérique » de la société, ici, et le pillage des ressources à d'autres endroits du monde, en tant que maillons du même processus. Avec la conscience que seulement une solidarité internationale d'un tel type peut créer les bases pour contrer le réarmement militaire en cours, dans lequel l'État et les capitalistes enfoncent la société (de l'automatisation à la dette publique, de la gestion des frontières au *Green New Deal*, tout y concourt). Un tel dialogue à distance a besoin des temps longs de l'auto-organisation et de « gestes perturbateurs hautement exemplaires ». Il nous faut, comme nous essayons de l'approfondir à d'autres endroits de cette revue, une détermination qualitative du concept de force, conçue en même temps comme *capacité d'impact* et comme *capacité d'ancrage*. Dans un monde où l'« Abstrait s'objectivise » chaque jour un peu plus, on ne peut pas sortir de cette condition d'« infirmité suréquipée » sans *s'appropriier la terre*. Certaines « structures de base » ne s'improvisent pas au beau milieu des affrontements, mais il faut les préparer à l'avance. La solidarité avec les travailleurs en lutte, elle aussi, doit et peut aller plus loin que le soutien plus ou moins critique. Elle ne doit pas se limiter à contrer la dégradation des conditions de travail, mais doit créer les espaces pour *juger collectivement* les techniques et les produits eux-mêmes de ce travail. C'est-à-dire qu'elle doit attaquer non seulement la misère grandissante, mais aussi cette « abondance empoisonnée » que les mouvements contre les nuisances ont commencé (de manière partielle et contradictoire) à dénoncer.

Ce que la restructuration capitaliste a empêché, dans les années 80, peut revenir, lors d'occasions de rupture, comme une pratique d'émancipation qui rappelle les tentatives inachevées du passé.

« Les mouvements des travailleurs qui se dotent défensivement de moyens d'organisation autonomes (coordinations, comités de base, etc.) ne peuvent dépasser le cadre d'une lutte néosyndicale, et ainsi trouver de l'aide, qu'en dénonçant là où ils se trouvent les pseudo-nécessités économiques identiquement imposées à tous. Si dans un seul secteur vital de la production (et presque tous les sont, dans la fragilité de la déraison techniquement suréquipée) des prolétaires s'affirmaient violemment comme tels en montrant par un sabotage raisonné leur supériorité humaine sur la machinerie de la décadence, et savaient communiquer tout de suite la vérité de leur acte, en réponse aux inévitables calomnies, tous les sophismes qui servent chaque jour à justifier la vieille corruption marchande se verraient instantanément remis à leur place »¹¹. Pour l'instant « il est tristement remarquable que des mouvements qui ont su devenir assez puissants pour se faire entendre n'aient littéralement rien à dire contre le secteur de

11 EdN, « Ab ovo », cit., p. 55 de la présente brochure.

l'économie où ils agissent »¹². Cela vaut aussi pour le secteur ouvrier où, cette dernière décennie, s'est développée la conflictualité la plus dure : la logistique. Malgré les dommages que grèves et piquets ont causé à l'adversaire, en disputant aux patrons le contrôle des conditions de travail, on ne sort pas de la lutte néo-syndicale (et on ne s'éloigne pas des dépôts) ; c'est par la condamnation aussi de ce que ce travail et cette chaîne logistique produisent, que des nouveaux espaces de communication peuvent naître et d'autres pratiques de solidarité peuvent être expérimentées. Le temps à disposition pour faire devenir explicite ce qui est implicite – par exemple le rapport entre le pillage néocolonial, l'exploitation des travailleurs de la logistique et la *Data driven society* qui est en train d'être mise en place – ne sera pas beaucoup. Non seulement à cause de la dure répression patronale et policière qui est en train de frapper ces luttes, mais, surtout, à cause du poids grandissant de l'automatisation, avec ses algorithmes, ses robots et ses *smartwatch*.

L'accumulation de la résistance et de la conscience est le crime prolétaire contre lequel les patrons mettent le paquet : les machines coûtent plus cher, mais elles ne se rebellent pas. Un autre terrain où il est nécessaire de faire naître des espaces publics de critique et de débat est celui de la santé, individuelle et collective. Ici aussi, au-delà de la dénonciation des coupes budgétaires et des privatisations de l'institution sanitaire, on remet en question et on attaque autant les causes structurelles des maladies que la nature de plus en plus bureaucratique et iatrogène de l'industrie de la santé.

Presque une prémonition

« *En ce qui concerne nos communautés, elles sont irrémédiablement et tristement dépendantes, précisément comme nous, êtres humains, mis à part ce petit nombre de personnes, qui diminue constamment, qui sont encore engagées dans l'agriculture, même si elles aussi sont esclaves des prêts hypothécaires. Parmi nos villes, il n'en existe probablement pas une seule qui résisterait une semaine par elle-même et aucune réussirait à éviter une banqueroute désespérée, si elle était obligée d'auto-produire sa nourriture. Comme réponse à cette situation et à la politique qui va avec, l'anarchisme soutient une économie de subsistance, la désintégration des grandes communautés et la réappropriation de la terre* ». Ainsi écrivait, dans *Mother Earth*, dans le lointain 1909, l'anarchiste américaine Voltairine de Cleyre (*Anarchisme et traditions américaines*). Il s'agit là de mots d'une actualité surprenante, qui confirment que les esprits les moins enchantés par les sirènes du progressisme avaient saisi bien à l'avance la tendance du capitalisme à déraciner toute forme d'autonomie matérielle de la vie individuelle et collective. Aujourd'hui, quand les agglomérations urbaines ont atteint des dimensions

12 *ibid.*

littéralement démesurées et l'agriculture elle-même est de plus en plus une branche de l'industrie, la « désintégration des grandes communautés » est l'un des objectifs primaires qu'un mouvement révolutionnaire doit se donner. Quand une minorité, en réduction constante et toujours plus dépendante de l'Appareil, est chargée de nourrir le reste de la population, la mécanisation et l'artificialisation des processus de production de la nourriture sont des tendances aussi désastreuses qu'inévitables, qui portent en elles, à leur tour, des dévastations écologiques toujours plus graves. Tout ce que le système techno-marchand nous soustrait de sous nos pieds s'accumule, selon les impératifs de l'extension et de la profondeur, en direction d'un ciel de calamités prêt à déborder sur terre. Par conséquent, les « points d'application », par lesquels on peut passer des méthodes décentralisées d'action aux formes décentralisées de vie, deviennent partie intégrante d'une perspective de changement radical. Peut-être que jamais dans l'histoire le fédéralisme anarchiste n'a été aussi nécessaire et en même temps aussi entravé par une centralisation du pouvoir – bien plus technique que politique – qui s'est intégré dans les conditions matérielles elles-mêmes.

Cent mille, un, personne

Aujourd'hui, l'anarchisme a des atouts. Tandis que la plupart du soi-disant mouvement subversif attend que les contradictions sociales explosent par elles-mêmes, les anarchistes ont déjà pris l'initiative. La critique de la technologie, jamais abandonnée au cours de l'histoire, assure à ses partisans de ne pas manquer les enjeux des expérimentations menées au nom de l'urgence du Coronavirus. Si les conditions économiques que les patrons et les États sont en train de préparer pour des millions d'exploités seront probablement l'étincelle des révoltes qui viendront, c'est grâce au refus de la numérisation totale de la société que ces révoltes deviendront irrécupérables. La domination peut renoncer à privatiser la Santé publique, ou bien elle peut être obligée par la violence des luttes à redistribuer une partie des richesses, mais l'expropriation de l'expérience humaine par des processus d'analyse et de production automatisés constitue désormais le cœur, les artères et les veines du monde de l'autorité et de la marchandise.

De ce point de vue, le flot d'actions qui, à travers le monde, sont en train d'attaquer la numérisation et ses structures est vraiment encourageant. Non seulement à cause de la quantité des attaques, mais à cause de la ponctualité de ce néo-luddisme, qui confirme, par la simplicité de ses moyens, la supériorité de l'être humain sur la machine. Cette convergence spontanée des pratiques est possible non seulement grâce à la critique partagée du techno-totalitarisme, mais aussi grâce à la diffusion de méthodes organisationnelles décentralisées et agiles, qui se révèlent d'autant plus précieuses que les forces étatiques occupent les espaces de l'action collective. Mais, comme nous le disions plus haut, si ces éléments sont nécessaires dans une néces-

saire perspective insurrectionnelle, ils sont encore insuffisants ne serait-ce que pour soulever la question des inévitables insuffisances d'un projet révolutionnaire.

Prenons l'extrait suivant, contenu dans un texte qui est, par ailleurs, plein de suggestions (*Riflessioni sull'anarchismo e la questione organizzativa in epoca d'epidemia – e non solo* [Réflexions sur l'anarchisme et la question organisationnelle dans une époque de pandémie – et pas que]) : « L'individu doit être en mesure d'articuler un projet révolutionnaire, dans chaque cas et toujours. Après, s'il le considère nécessaire, il peut essayer de se confronter à d'autres individus qui se sont dotés de leur projet révolutionnaire et de trouver leur complicité. Il peut aussi, évidemment, décider d'agir seul ».

En lisant de tels raisonnements, nous nous demandons : mais qu'est-ce que ces compagnons entendent par « projet révolutionnaire ? Si le concept renvoie, comme son sens historique l'indique, à une transformation radicale des fondements mêmes d'un ordre social, que signifie son *articulation* ? Sur le plan pratico-matériel, il s'agit de cette dynamique qui porte un mouvement insurrectionnel à un niveau irréversible (quelles que soient ses conséquences dans un sens qualitatif) ; sur le plan logico-théorique, la thématization rigoureuse de forces, modalités, passages, contenus, dans la direction d'un monde *matériellement différent*. Il va de soi que, dans la première acception, l'individu à lui seul ne peut absolument pas articuler un projet révolutionnaire (même pas pour lui seul, si c'est ça son but...) ; et heureusement, on ajouterait. Du moment que l'articulation *concrète* d'un projet révolutionnaire change non seulement la vie des révolutionnaires, mais aussi celle de millions d'autres individus, encore heureux que la société n'est pas devenue tellement informe et malléable pour être révolutionnée par un être humain tout seul... Mais nous sommes aussi convaincus que, sans la rencontre entre une idée et les vastes et graves expériences de son élaboration, un projet révolutionnaire ne pourrait pas exister, même pas dans les têtes (y compris les plus éclairées). Et, dans les faits, aujourd'hui un tel projet n'existe pas, même pas au niveau théorique. Il peut exister une tension ; on peut avoir des idées claires sur l'ennemi, sur la façon de s'organiser et la façon d'intervenir. C'est tout cela que nous pouvons et que nous devons demander à chacun d'entre nous, afin de le renforcer par la confrontation et la coordination avec les autres.

Mais un *projet*, c'est quelque chose d'autre.

Sur la pente

C'est exactement là que nous nous trouvons. « Grande est la richesse d'une époque à l'agonie », disait Ernst Bloch. Pour l'instant, avec l'initiative qui se trouve presque entièrement aux mains des États et des technocrates, cette « agonie » est riche surtout en désastres et en coercitions, dont le tissu en silicium couvre, littéralement, la vue. Si la sortie *progressive*, par l'accumulation quantitative des luttes et des forces, de

cette « infirmité suréquipée » est une illusion complètement hors du temps, même l'idée que les secousses de révoltes renouent *tout à coup* les fils de l'expérience humaine et du jugement critique n'existe que pour nous reconforter. Il nous faut, plus que jamais, la lucidité de faire nôtres des vérités qui dérangent. Par exemple, qu'il n'existe aucun projet révolutionnaire tout prêt, à hériter du passé, et qu'il n'y a pas de capacités humaines métahistoriques, sur lesquelles compter. La domination a creusé profondément. Non seulement pour extorquer, sous la torture, les secrets de la vie biologique, exploitée jusque dans ses particules subatomiques, mais aussi pour conditionner, jusqu'à l'intérieur des individus, leur sens de la liberté. Néanmoins, la décennie qui vient de s'écouler a été tout sauf immobile, du point de vue des luttes, des émeutes, des insurrections. Les formes autoritaires d'organisation trouvent de plus en plus de difficultés à s'imposer au sein des mouvements, et l'espace-temps où ceux-ci se développent tend à se ressembler au niveau international. Ce que disait Gustav Landauer, notamment que dans les époques de rupture les révolutionnaires naissent par germination spontanée, reste probablement vrai. Avec la précision que, si cela peut être le cas pour les révolutionnaires, ce n'est pas forcément le cas aussi pour les révolutions. Et avec l'ajout que la germination, de par sa nature, ne peut pas être planifiée ; elle peut être saisie, renforcée, élargie.

Ce seront les idées, les actions et les premières mesures révolutionnaires qui définiront, dans un dialogue à distance, ces projets qui ont autant la richesse des spécificités locales que l'intensité universelle d'un appel aux armes. Ce n'est pas l'extension d'un mouvement de protestation, en soi, qui le rend contagieux, mais sa profondeur, le fait qu'il devienne un *exemple vivant*, même si sa dimension géographique reste limitée. Peut-être que ce dont nous avons besoin c'est justement ce fédéralisme des exemples révolutionnaires, capables de se faire écho et de créer, de cette façon, les conditions de leur extension. C'est la solidarité internationale qui desserrera l'encerclement. C'est la germination des exemples qui décongèlera l'histoire dont chaque élan de liberté a besoin.

Note

Un aspect très important, étant donné la dimension écocide atteinte par la civilisation capitaliste, et qu'il faut au moins rappeler ici, c'est le rapport entre la rupture révolutionnaire et la vision du monde. Une *autre* relation entre les êtres humains et la nature ne peut que reconstruire ce lien éthique – bien présent dans la philosophie de la Renaissance et encore central autant dans certaines communautés autochtones, que dans certaines traditions qui subsistent encore là où la marchandise n'a pas encore établi sa domination totale – qui relie l'individu au monde, l'activité quotidienne aux saisons, ce que l'on crée et ce que l'on hérite, la force individuelle et les éléments impersonnels dont elle se compose, l'autonomie et le sens de la limite.

Sur le concept de force

Notes à Terra e libertade

Toutes les citations en italique sont issues de l'article Terra e libertade, paru sur « Nurkùnta. Journal d'histoires, de lutte, de conflit et de perspectives anticapitalistes en Sardaigne et au-delà... », numéro 5, hiver 2020.

Je pars du présupposé que le principal ennemi de ceux qui, dans cette époque, rêvent de révolution c'est l'État...

Eh oui, c'est toujours lui l'ennemi, et on peut même dire qu'il est toujours plus aguerri. Le pouvoir semble ainsi bien sédimenté, considérablement renforcé et même étonnamment à l'intérieur de nous, à un tel point que l'on ne s'en rend même pas compte, jusqu'à ce qu'il se passe quelque chose de mortel et de spectaculaire, ces choses qui donnent des frissons. On finit alors par dire avec justesse « il faut faire quelque chose ». Excellent conseil. Et pour toute réponse, une voix : « Oui, mais quoi ? ». En réalité, l'impératif très honnête « il faut faire quelque chose » exprime au moins deux choses : d'un côté le juste sentiment de l'urgence (de la gravité de la situation et de la réponse de l'esprit fonctionnant parfaitement) et de l'autre le caractère aléatoire de l'intervention possible, à la limite en la reléguant de manière peu honorable au cas de la réaction instinctive pure ; tout cela avec le risque qu'en ne devenant jamais agir, le faire reste éternellement un travail militant, et que le quelque chose (l'objectif de notre intervention) reste une chose quelconque, sans jamais parvenir à frapper dans le mille ni à changer les rapports de force. Alors comment être incisifs ? Parce que, si les choses restent ainsi, la friction avec le pouvoir – parce qu'on ne peut pas parler de plus que de cela – se formule, en somme, en un coup et une réponse plutôt prévisible, sans jamais mettre suffisamment de poids pour déplacer l'aiguille de la balance.

Ce sur quoi je pense qu'il est intéressant de raisonner aujourd'hui, c'est à propos du comment partir...

Parce que c'est clair que nous n'avons pas encore largué les amarres, autrement quelqu'un, au moins notre voisin, s'en serait rendu compte. Si la perspective reste celle inépuisable de l'attaque – peut-être parce que jusqu'à présent nous n'avons mordu que l'air et pas même effleuré la chair ni goûté le jus du problème – il faut

se demander comment l'élan peut aller beaucoup plus en profondeur. Tu regardes derrière (parce que j'en suis persuadé, quelque chose n'a pas fonctionné, autrement tu ne regarderais que devant) et « combien d'énergies gâchées inutilement ? », ou bien « tout est bon à jeter ». Il faudrait se demander pourquoi autant peiner inutilement – on est en effet habitués à évaluer une action uniquement sur la base des effets qu'elle provoque : mais ce n'est pas tout. Autrement pourquoi la certitude de l'inefficacité ou pire de la défaite ne met pas de frein à l'action et ne fait pas battre en retraite ? Pas l'efficacité, mais la justice – donner vie à l'équilibre quand il n'y en a pas ou bien quand il est mis en discussion par des faits mesquins. Car l'aiguillon sur lequel est inscrite la demande insistante, totalement opportune, « il faut faire quelque chose » est le plus important stimulus aussi bien à l'expression d'une rupture, c'est-à-dire satisfaire l'intériorité en comblant le sentiment d'injustice et d'offense subie, qu'à l'hypothèse du renversement, et ne pas distinguer ces deux aspects devient toujours plus difficile.

...comment imaginer des projets qui puissent avoir une participation large, qui aient un coefficient de rupture avec le monde actuel fort et qui soient reproductibles.

La question est avant tout : qu'est-ce qui rend une rupture *forte* ? Pour les savants, la force se mesure en newton. En ce qui concerne le conflit social, c'est une tout autre affaire : les indicateurs sont nombreux, mais ils sont totalement incertains. Si l'on considérait la force en terme simplement physiques, on devrait conclure que la force d'un mouvement consiste dans l'écrasement et l'élimination physique de son ennemi (quand celui-ci est déjà bien clair dans les têtes de tout le monde, ce qui est déjà incertain, ou d'une partie de celui-ci – et dans un conflit largement inégal on devrait immédiatement jeter l'éponge à cause de l'absence de la moindre possibilité d'atteindre notre objectif face à un ennemi visiblement plus équipé (en termes d'hommes entraînés, de moyens, d'infrastructures etc.).

L'image figurée peut peut-être nous donner un coup de main et nous suggérer quelque chose : la montagne est une figure de la force, c'est la roche qui dure et la colline qui trône dans le ciel. L'arbre est une figure de la force, c'est la racine qui troue le béton et la tige qui se hérissé sur la roche effritée et qui repousse même si on la coupe. Ce n'est pas la masse qui compte dans l'absolu, mais comment elle est entre le ciel et la terre. La fourmi minuscule, observée à un doigt de distance, est forte uniquement parce qu'elle soulève et traîne des poids et des mesures bien plus grands qu'elle : c'est la proportion qui compte. Tandis que les saisons et les siècles changent, une ruine antique, le Parthénon ou le temple de Délos, tels des gardiens et des frontières, demeurent une forteresse : on en convoite la dureté mais surtout la durée au-delà des tempêtes qui l'investissent, tout le reste lui tourne autour – elle a raison du temps. Ils sont nombreux à s'être trompés, ces révolutionnaires ayant confondu la force avec la véhémence – celle-ci ne doit bien sûr pas manquer, mais

il ne faut pas qu'elle nous suffise – et les muscles avec des images de la force.

Et en effet, *force* ne provient pas de la *dynamis* grecque (force dynamique, de mouvement), mais du sanscrit *sarhta* (d'où le *fortis* latin), qui signifie être ferme et fixe : la fixité, y compris au-delà de la tempête qui peut te surprendre, avec le vent qui te chamboule la tête mais pas tes projets, qui ne parvient jamais à profaner tes propositions intimes, alors que tu résistes à toute mutilation prêt à grandir à nouveau, sans oublier ta tension naturelle, comme si tu avais des racines bien plantées par terre, comme un arbre avec des racines solides, qui doit sa hauteur à son enfoncement dans le sol : enracinement, ce qui ne signifie pas ruminer autour de ses racines réelles ou supposées, mais se planter fermement dans le terrain dont nous sortons naturellement pour nous élancer le plus haut possible, sans devoir se contraindre au dernier réduit fortifié uniquement par la pureté qui devient écran et isolement, complètement détachés de n'importe quel attrait de tout événement éventuel. Devenir de pierre et faire de soit une montagne : plus que la masse de roche, ce qui compte pour un mont c'est sa qualité, la nature des cristaux si solidement agrégés qu'ils résistent aux intempéries (il y a des sommets de calcaire très hauts qui éclatent à cause d'un rien, et à l'inverse de modestes morceaux de granit qui se moquent du temps qui passent avec les fleuves, les éclairs et les tremblements de terre). Comme quelqu'un le chantait : « Je t'attendrai là / comme une pierre ». Ceux qui négligent cet aspect ont tort, ils ont tort de n'insister que sur les flammes, même évanescentes, plutôt que sur les foyers qui savent chauffer avec continuité.

À côté du terme « force », le terme violence, de *vis* en latin (toujours avec la signification fondamentale de force), indique à l'inverse un excès, un abus de la situation et de la norme. Dans ce sens, il est aussi utilisé pour ce qui concerne les phénomènes tout sauf humains et sociaux, voire inorganiques (« un orage violent », « un tremblement de terre violent »). La définition de la « violence » que l'État impose est si variable qu'elle démontre ne pas avoir, comme par hasard, une naissance spécifique et établie (une chose est certaine : ceux qui la proposent pour disqualifier l'autre en détiennent le quasi-monopole) : les lois italiennes contre la contrebande au 19^{ème} siècle, par exemple, qualifiaient la fuite du suspect contrebandier comme une « violence », face à laquelle les douaniers pouvaient à ce moment-là répondre par le feu de leurs fusils, y compris dans le dos d'un contrebandier sans défense, ou bien la seule présence de suspects en groupe (les prétendus contrebandiers téméraires), quand ils étaient plus que trois, justifiait déjà en soi l'usage de la force publique. Dans une époque dépourvue de conflits d'envergure, ce n'est pas un hasard si même le plus banal mouvement de l'esprit est qualifié de violent, et que la concentration de la violence entre les mains d'une seule personne, entité ou personne physique (qu'il s'agisse du roi ou du ministre de l'Intérieur) est toujours plus importante, alors que la tolérance envers n'importe quel acte insensé est toujours moindre. Après avoir fait cette distinction nécessaire, il faut alors se demander quel

rapport il y a entre l'enracinement (fixité) et l'excès (violence), afin de produire quelque chose de sensé.

Comment l'expression maximale de la force d'un mouvement est-elle possible ? Seulement par opposition ou bien parce qu'il a des racines qui tiennent l'architecture de la plante fixe ?

En effet, pendant un soulèvement seule l'autonomie de certaines structures logistiques permet d'« habiter la rupture » (de le faire bien et avec continuité pour poursuivre la rupture et l'approfondir), et à l'inverse, pendant la paix, l'autonomie de certaines structures (productives, organisatives), pourrait permettre de créer une rupture avec plus de facilités. Sans une structure bien enracinée dans le tissu social, n'importe quelle avancée sur le terrain de la transformation est difficile. « Sans les bases, vous pouvez oublier les hauteurs », c'est-à-dire que sans enracinement, tout s'écroule rapidement.

Penser à une révolution comme celle du siècle dernier; notamment si l'on pense à l'Europe, peut sembler un rêve trop difficile, et il en est peut-être vraiment ainsi.

Il y a pourtant beaucoup à apprendre, non pas pour décalquer ou pire retomber dans les mêmes erreurs, mais pour avoir le problème clairement à l'esprit, quand le problème social s'est présenté d'une manière plus nette que jamais. L'histoire pas vraiment courte du mouvement anarchiste montre que les anarchistes ont à peu près tout essayé : de l'action individuelle ou en petits groupes lors desquelles on met totalement sa vie en jeu à la limite du sacrifice avec des issues souvent dramatiques (le plus souvent pour répondre à un abus du pouvoir jugé particulièrement inacceptable) ; de l'autre côté l'histoire est constellée de tentatives d'insurrections planifiées jusqu'aux moindres détails. Entre l'agir avec les tripes et la planification à la perfection il y a un large éventail de possibilités et de voies, certaines empruntées avec succès et d'autres moins.

Les moments historiques lors desquels les révolutionnaires ont su donner corps à leurs exigences de la meilleure manière ont été ceux au cours desquels il y a eu un équilibre parfait entre l'aspect de l'attaque et celui de la création ou adoption de structures qui permettaient le maintien et l'approfondissement du conflit.

L'exemple de la Makhnovtchina, bien qu'éloigné dans l'espace et dans le temps, c'est-à-dire la Révolution russe en Ukraine entre 1918 et 1921, reste un bon point de référence pour préserver l'équilibre entre la poussée conflictuelle et l'enracinement dans le territoire. À côté de l'armée de libération (qui s'est retrouvée à combattre contre les rouges, les blancs, les Austro-Hongrois et les propriétaires terriens) il y avait un système productif et de soutien organisé en communes agricoles, y compris limité numériquement par rapport à la totalité de la population de Gouliaï Polié, mais qui d'un côté fournissait un exemple de chose et de comment produire dans un monde révolutionné et de l'autre fournissait un apport aussi bien matériel, en

termes de vivres et de ravitaillement, que personnel (la majeure partie de ceux qui se joignaient à l'armée de libération provenaient justement de ces expériences de vie et de travail collectifs, entre autres parce qu'à un certain point les conquêtes ou « réalisations » des communes devaient être défendues par la résistance). Le conflit armes au poing et la résistance pioche à la main étaient deux faces de la même médaille de la lutte, et elles ne peuvent jamais être considérées séparément. Se libérer du joug et faire par soi-même font partie de la même intervention. (Évidemment, cet équilibre particulier a été possible grâce à la présence déjà formée de noyaux productifs agricoles en communauté qui, une fois retiré le parasitisme de l'agraire de service, auraient signifié l'autonomie pure, à savoir tout le rendement aux travailleurs : une raison valide pour laquelle se battre).

L'ordre social actuel nous a retiré l'autosuffisance.

Les choses ont changé, c'est indubitable. Non seulement le système technologique actuel ne permet plus, mais il a détruit et continue à détruire bout par bout non seulement l'autonomie matérielle, mais aussi les capacités qui rendent possible l'autonomie d'individus et de groupes. La délégation (volontaire, extorquée ou imposée) de presque toutes les fonctions vitales de l'être humain à la technologie – de la satisfaction des besoins primaires jusqu'à la socialité – restreint graduellement les possibilités d'organiser la vie depuis le bas, et même de penser une vie à sa propre mesure. Même en expropriant les moyens de production, qu'est-ce que tu produis ? ; les activités quotidiennes normales ne fonctionneraient pas, parce que la majeure partie de ces moyens ne donnent pas de fruits – ou pire les fruits sont déjà malades. Jamais comme aujourd'hui, dans l'histoire, il n'a existé une telle distance entre les facultés cultivées par l'individu et la satisfaction de ses besoins – à l'extrême de ce processus nous devrions penser à un individu qui ne pourra pas se faire de pain tout seul et le fournir à son entourage, ou à un individu qui ne pourra pas avoir un enfant tout seul et l'élever sans l'intervention de l'État ou des entreprises.

Si notre référence et notre objectif ce sont les communautés, alors il est nécessaire d'apprendre à communiquer, à en faire partie, à en comprendre les exigences, les limites et les points forts.

« Communauté » – pour couper court à toute ambiguïté – est ici entendue non pas comme une abstraction à vénérer, mais comme une donnée de fait, avec ses rapports personnels, économiques et matériels, sans aucun type d'idéalisation – et, en fin de compte, ce ne sont pas uniquement les communautés rurales mais aussi des bouts de villes, qui peuvent être considérées comme digne d'attention.

La communauté est un objectif parce qu'en fin de compte l'intervention révolutionnaire devrait amener à la création de communauté où l'individu peut se déve-

lopper au plus haut degré. La logique veut alors que, si pour des raisons géographiques, démographiques, économiques et historiques un certain type de communauté territoriale possède déjà certains de ces aspects d'indépendance vis-à-vis de l'État et du Capital, eh bien alors il faudrait parier dessus et y porter des attentions plus importantes.

C'est en étant à l'intérieur de ces contradictions que nous comprendrons s'il est possible de lutter pour quelque chose de plus qu'une lutte spécifique, s'il est possible de rêver d'une résistance qui évolue vers une attaque de l'État.

Chaque manuel insurrectionnel – encore faut-il qu'il y en ait eu un qui soit utile d'une certaine manière et pas déjà dépassé quand on en a besoin – indique comme limite et condition fondamentale ce qui est appelé « appui de la population » (en supposant par ailleurs presque toujours l'existence d'une césure entre le révolutionnaire et le reste de la population). Appui ne signifie absolument pas « consensus », mais peut se diviser en « soutien » (comportement actif, et cependant uniquement de la part de cette partie de la population déjà réfractaire ou insatisfaite) et « sympathie » (phénomène qui peut aussi être donné en cours de route, quand la pratique mise en œuvre sait réaliser certaines actions ponctuelles et particulièrement significatives pour le contexte). Certains groupes de révolutionnaires sud-américains parlaient de « toile d'araignée », c'est-à-dire ce réseau de relations urbaines qui leur permettaient de se déplacer avec la sécurité nécessaire parce qu'ils pouvaient compter sur un certain soutien ; d'autres ont parlé de « forêt ». La carence de ce réseau complémentaire à la conspiration est aujourd'hui évidente.

Cependant, c'est vrai, il existe encore des territoires qui de par leur nature peuvent être habités d'une manière réfractaire, des territoires où grâce à un effort supplémentaire, l'implication dans des expériences d'autonomie mettrait tout le monde dans la même perspective de rupture. Ou bien, d'autre part, ce qui existe ce sont des moments habitables : les ruptures. Des temps au cours desquels les espaces redeviennent communautaires, ou bien des lieux où le temps et son utilisation retournent dans les mains de la communauté qui parvient finalement à les partager. Il ne s'agit pas de choisir la plus opportune des deux voies (avec par conséquent l'exclusion de l'autre), mais de percevoir comment les deux s'entrecroisent le mieux. C'est-à-dire quelle manière d'organiser la vie et les activités humaines (production comprise) pourrait favoriser la rupture et permettre à celle-ci de perdurer, sans qu'elle soit immédiatement réabsorbée en restant une pure et simple flambée et son souvenir. Voilà l'importance de se référer à la communauté.

Si une lutte ou un contexte effervescent s'épuisent aussi et justement parce qu'il n'y a pas de structures de soutien, eh bien alors il faudra les trouver ou les élaborer le plus tôt possible. Et avec un substrat du genre, certaines initiatives de conflit ont un tout autre effet que si elles tombent au beau milieu de rien.

La création donc comme bases de résistance.

La résistance se donne sur la base de quelque chose déjà existant, qui vaut la peine d'être protégé et développée davantage – y compris ce que l'on n'a pu apercevoir que l'espace d'un court instant, et qui s'est ensuite échappé : c'est-à-dire une communauté libérée de l'État (dans ses appendices matériels) et des logiques de profit et d'exploitation (que nous portons en partie en nous et qu'il faudra beaucoup de temps pour supprimer). La consolidation de projets d'autogestion est le ciment de fondations qui donnent la possibilité de s'élever et de donner une plus ample respiration à l'attaque.

La question de la participation est donc cruciale. Seules des structures de soutien assurent la continuité et la fiabilité de l'intervention, au-delà des déterminations de l'individu ou du groupe. Et seules ces bases non seulement morales (le soutien moral est le meilleur moteur de l'action) mais aussi matérielles peuvent garantir quelque chose de plus qu'un échec (même si l'efficacité, on le sait bien, n'est bien sûr pas tout).

Si par exemple, dans une petite partie du territoire, les expériences d'autonomie comprenaient aussi ces activités productives indispensables en vue d'une plus large intervention (un atelier de mécanique, un four, un local, une petite clinique par exemple), ce territoire changerait déjà en lui-même, et la capacité d'intervention des compagnons dans ce contexte spécifique ainsi que les initiatives à mettre en œuvre changeraient aussi, non seulement parce que les points de rencontres seraient plus nombreux (donc la réactivité plus grande), mais aussi parce que les structures matérielles à disposition seraient elles aussi différentes, donc les possibilités aussi. Cela signifie sortir de la logique de la force du groupe anarchiste comme pure capacité d'impact et d'opposition en termes simplement quantitatifs.

L'ensemble servirait alors d'exemple : comme le sommet qui s'affranchit du paysage tout en en faisant toujours partie. Devenir un point de référence n'est pas une mince affaire ni quelque chose qui se fait en quelques minutes, pas même en quelques mois : il y a besoin de la constance et parfois de l'entêtement du mulet.

Si ces projets finissaient par se répandre ils constitueraient une véritable digue face aux projets d'extension du Capital.

Qu'est-ce qu'un projet ? Une idée bien montée, une vision, dans les termes de ce que je perçois par les sens, et d'un autre côté par l'hallucination et le rêve, c'est-à-dire le lieu où les sens ainsi stimulés voudraient aller ; une vision qui au fur et à mesure, grâce à mon intervention et à ma volonté, se fait chair et matière, c'est-à-dire qu'elle prend forme. Seule une chose qui est bien enracinée peut apparaître clairement, les autres tendent à s'échapper. Une vision qui surgit de la base du dé-

goût pour les conditions données, celles-ci s'avérant simplement inacceptables pour tout être humain digne de ce nom, et s'élève vers quelque chose de différent, encore à vérifier. Rester dégoûtés par ce système n'est pas suffisant, il faut alors se salir les mains. Et l'auteur d'un projet est toujours à la fois un architecte et un ouvrier, qui juxtapose et croise les matériaux qu'il sait avoir à sa disposition suivant les formes et les manières qu'ils estiment les plus convenables.

Puisqu'une vision se nourrit de ce qui est déjà présent, tout comme une perspective se forme à partir du point d'où l'on regarde, l'expérience d'espaces d'autonomie de l'État devient le meilleur plan d'appui pour un projet avec un certain élan.

La fréquence avec laquelle certaines paroles ou images mythiques, explosives ou utopiques, sont évoquées aujourd'hui par rapport à d'autres époques passées est plutôt misérable, et ces images manquent aussi dans le cadre d'initiatives ou d'interventions tout ce qu'il y a de plus respectables. C'est sûrement le reflet le plus limpide que les aspirations se sont considérablement abaissées, tout comme les termes et les propositions. Le contrôle technologique, qui concerne tout le monde, impose des conditions matérielles à cause desquelles un tournant radical devient au fur et à mesure plus difficile. Il impose aussi l'absence d'autonomie de l'individu, non seulement concernant la « possibilité de décider de son destin sur des questions essentielles » (selon une définition minimale de la liberté qu'en a donnée Stig Dagerman), mais aussi concernant les moyens matériels pour sa survie, le contrôle technologique réduisant toujours plus la capacité d'imaginer une existence à la fois autre et libre.

L'utopie – la terre qui n'existe pas, pas encore – est si peu présente, même si la tension de chaque intervention en laisse supposer l'existence. La route dessinée par de nombreuses actions ne peut pas se passer d'indiquer une terre nouvelle et inexplorée, autrement on ne comprendrait donc pas pourquoi tant d'actions se tournent vers un ailleurs si précis et pourtant indiqué sur aucune carte historique ou expérientielle. Et « les lieux les plus beaux ne figurent sur aucune carte » disait Melville. Cette absence, d'après nous délictueuse, semble aussi réduire l'imaginaire du souffle rebelle à des tranches d'âge au cours desquelles la gaine de la révolte éclôt plus fréquemment avant d'être définitivement mis sous sédatifs, plus qu'à des expériences mûries et durables auxquelles il est toujours possible de se rapporter : la « jeunesse sauvage », et ainsi il semblerait que la forêt ne puisse être trouvée que dans un arc de temps bien défini par la ligne tout compte fait fixée à l'avance par la vie, celles des pics et des abîmes à essayer avant que la maturité ne les oublie dans le tiroir, à cause du bon sens acquis. Que signifie le fait que l'utopie soit sortie de notre horizon ? Est-ce seulement le résultat des gadgets technologiques qui nous fournissent un horizon unique, restreint et menaçant, ou bien c'est aussi le résultat de l'absence d'une idée positive du « vivre ensemble » ? Et surtout, quelle est la valeur des expériences d'autonomie dans le renforcement de cet horizon ?

C'est donc véritablement en essayant de détruire bout par bout ces éléments fondamentaux pour le maintien de la situation actuelle que l'on peut mettre en discussion la structure de l'État pour ensuite ouvrir sur un conflit diffus contre celle-ci.

Se débarrasser de l'appareil technologique, ou du moins de ses nœuds fondamentaux, comportera des efforts considérables. Pour que cet effort soit maintenu, il est nécessaire entre-temps de mettre sur pied un raisonnement sur l'autonomie : sans celle-ci, disparaît alors non seulement la base sur laquelle s'appuyer, mais aussi l'horizon auquel aspirer. Quelqu'un a d'ailleurs dit avec justesse que c'est le moment de « pousser et de durer ». S'il ne reste comme point d'appui que l'opposition (saine et nécessaire), on finit par rester appuyés contre le mur sans le déplacer d'un millimètre ; si, à l'inverse, les bases s'approfondissent et s'élargissent, nous abattons ce mur.

« Quant aux perspectives, nous n'avons que peu de choses à dire, pour d'évidentes raisons », pour le dire avec les mots de ceux qui ont fait beaucoup et qui ensuite, seulement ensuite, ont parlé, et cependant assez peu, sûrement moins que nous.

Surgelés

« Réalisés en laboratoire, des circuits génétiques capable de reprogrammer les plantes de manière extrêmement précise, comme si c'étaient des ordinateurs, poussant seulement certaines cellules à se développer différemment : ils ont été mis au point par des chercheurs de l'Université états-unienne de Stanford, dans l'objectif d'aider les plantes à mieux s'adapter aux changements climatiques, améliorant par exemple leur capacité à absorber l'eau et les nutriments. "Nos circuits génétiques synthétiques nous permettront de construire des racines et des feuilles très spécifiques, pour comprendre ce qui est optimal dans les conditions environnementales difficiles qui, comme nous le savons, vont arriver" affirme Jennifer Brophy »

« Ansa » du 14 août 2022

« Quand la nature était immortelle, l'humanité n'avait pas besoin de ces gardiens. Maintenant que l'économie, pour trouver de la place à ses monocultures fastidieuses, a fait disparaître de la surface du globe la singulière fantaisie des bestiaires et des botaniques, dont la vie ne peut se passer ; [...] et qu'elle en a stocké dans ses chambres froides les graines, pollens, boutures, ovules et paillettes séminales, les codes génétiques, dans la vue de recréer tout à son aise une nature simplifiée, en cela plus rationnelle à la fois que productive grâce aux brevets des trusts de la biotechnologie, l'humanité est devenue son marché captif : on le voit depuis que les contrefaçons grossières et que les méthodes d'incarcération de l'économie ont dissous les résistances organiques, ou le fluide vital, ou que sais-je, des hommes, ainsi jetés nus parmi les virus, les cancers, les infections et les détraquements nerveux ; et qu'elle leur montre à la télévision les laboratoires où ses ordinateurs assistés d'indigènes en blouse blanche cherchent les vaccins, les molécules neuves, les céréales transgéniques ou les machines à reconstituer l'eau potable [...] seules ses sciences abstraitives peuvent découvrir. [Voilà pourquoi] la survie collective se trouve immédiatement subordonnée au bon fonctionnement de la machinerie mondiale en quoi tous ces moyens s'agencent inextricablement ; assez à la manière de la nourriture congelée qui ne suppose aucune interruption de la chaîne du froid. »

Baudouin de Bodinat, La vie sur terre. Réflexions sur le peu d'avenir que contient le temps où nous sommes, 1996

Le langage est brutal parce que la réalité qu'il décrit l'est plus encore.

Le projet du capital d'incarcérer dans son monde la nature et l'espèce humaine est allé de pair avec la puissance technique de le rendre *inappropriable* par n'importe quel mouvement révolutionnaire des dépossédés. Voilà la question décisive de notre temps. Cette accumulation aberrante de *moyens de guerre* – dont peut découler indifféremment la stérilité des champs ou une catastrophe nucléaire – rend chaque jour plus aléatoire le vieux calcul bourgeois des coûts et des bénéfices, et plus inconnu le saut collectif pour s'évader de la prison-capital.

Un tel projet totalitaire n'aurait jamais pu atteindre ses succès inégalables si les moyens d'incarcération n'avaient pas été accueillis comme neutres, voire comme émancipateurs, par la partie principale du socialisme historique. Et cela ne date pas d'aujourd'hui, puisque dans le lointain 1946 un critique comme Dwight Macdonald – dans *La racine et l'homme* – postulait déjà comme nécessaire la rupture entre les *radicaux* et les *progressistes*.

La confirmation totale – s'il y en avait besoin – est arrivée d'une manière même éhontée avec le collaborationnisme qu'une pléthore de soi-disant radicaux ont démontré vis-à-vis de l'État et de la techno-industrie pendant la « guerre contre le virus ».

Voilà alors les deux gestes préliminaires à tout projet de libération individuelle et collective : tracer un sillon avec tous les progressismes ; dissiper les neiges des abstractions techno-économiques (et des fumisteries postmodernes pour se poser avec lucidité la question des bases *matérielles* de l'autonomie et de la liberté. Afin que dans le choc insurrectionnel nécessaire pour abattre les murs de la prison s'ébauchent les conditions pour ne pas se faire *de nouveau entraver*.

Une éventualité à laquelle les évadés, c'est connu, parviennent à se soustraire uniquement s'ils savent où aller et comment survivre en hors-la-loi. Il ne s'agit pas de dissenter – comme le disait un tel avec sarcasme – à propos des « auberges de l'avenir », mais de se mettre d'accord sur *ce que n'est pas* une nourriture ayant la saveur de la liberté.

En effet, le point clé des surgelés ce n'est pas leur manque de goût ou leurs faibles vertus nutritives, mais la machinerie dont dépendent ceux qui sont contraints de ne manger que ça. Les cartes de la répression et de l'invitation politique à renoncer étant épuisées, c'est toujours là que les gardiens de la prison nous attendent.

22 août 2022

Un honteux délire

« Une vue claire du possible et de l'impossible, du facile et du difficile, des peines qui séparent le projet de l'accomplissement efface seule les désirs insatiables et les craintes vaines ; de là et non d'ailleurs procèdent la tempérance et le courage, vertus sans lesquelles la vie n'est qu'un honteux délire. »

Presque quatre-vingt-dix ans sont passés depuis que Simone Weil a écrit ces paroles dans ses *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale*, un cristal extrêmement pur d'idées, en comparaison duquel nos notions – d'individu, de collectivité, de travail, de production, de science, d'oppression, de progrès, de révolution – s'avèrent approximatives, superficielles, incantatrices.

Il est sans aucun doute difficile de posséder une « vision claire » dans un monde où les appareils technologiques, économiques, militaires, politiques et idéologiques s'entrecroisent de manière si inextricable que cela mine le fondement même de la notion de causalité. De là découle le caractère toujours plus inconsistant de la théorie révolutionnaire, qu'en général on compense avec d'abondantes doses de rhétorique (surtout pour ce qui concerne ses possibles *point d'application*).

Quant au « délire », c'est désormais un rapport des individus avec le monde. Hegel disait qu'une intériorité sans aucune extériorité cesse d'être une intériorité. Si le réel se confond toujours plus avec le virtuel, et l'écosphère avec la technosphère ; si les objets deviennent « intelligents », les choses se dissipent en un pauvre agrégat de données et les machines disputent aux humains la capacité de faire « expérience », et la conscience, privée de ses organes-obstacles, c'est-à-dire de ce tissu de nécessité avec lequel elle s'affronte et duquel elle cherche de s'émanciper, sombre alors dans le délire. Le « réalisme » – c'est-à-dire le fait de se conformer silencieusement à l'omnipotence de ce qui apparaît – est alors une preuve certaine d'irréalité. Celle-ci n'est absolument pas l'expression d'un vide, mais plutôt d'un *trop-plein* (de stimulations, d'images, d'injonctions algorithmiques, de conduites automatisées). Un monde dans lequel le vide manque, est alors en fait un monde réifié. Sans un espace pour les séparer, les êtres humains ne peuvent pas tisser de liens entre eux, mais uniquement un faisceau de réactions. Donc sans une rupture dans l'ordre des vies isolées *et* connectées, toute notion du possible et de l'impossible, du facile et du difficile est privée de *vertu*, c'est-à-dire de son principe actif. Nous apprenons la tempérance quand nous faisons l'expérience que la matière est dure ; quand les autres nous écoutent véritablement et prennent ensuite les mesures de ce que nous faisons. Nous apprenons le courage quand nous avons la sensation de faire partie de quelque chose qui nous dépasse : quand le mobile de notre agir ne fait qu'un avec les besoins profonds de notre esprit ; quand dans l'effort pour réaliser nos projets nous nous affranchissons aussi bien des désirs insatiables que des vaines préoccupations.

Le délire machinique de l'omnipotence liquide la tempérance en même temps que le courage, fabriquant des êtres couards et sans aucun sens de la limite ; elle s'impose en incarcérant les désirs autant que les besoins, c'est-à-dire en retirant à la liberté son souffle authentique : le rapport entre pensée et action.

Si ce n'est pas impossible, c'est en tout cas difficile de mieux dire que Simone Weil :
« *La liberté véritable ne se définit pas par un rapport entre le désir et la satisfaction, mais par un rapport entre la pensée et l'action ; serait tout à fait libre l'homme dont toutes les actions procéderaient d'un jugement préalable concernant la fin qu'il se propose et l'enchaînement des moyens propres à amener cette fin. Peu importe que les actions en elles-mêmes soient aisées ou douloureuses, et peu importe même qu'elles soient couronnées de succès ; la douleur et l'échec peuvent rendre l'homme malheureux, mais ne peuvent pas l'humilier aussi longtemps que c'est lui-même qui dispose de sa propre faculté d'agir* ».

Entre précarisation du travail, diminution des salaires, augmentation des prix et des factures, l'empire des besoins est destiné à croître. Alors, s'il est impossible d'inverser les rapports de force dans la société sans luttes dures et mouvements de révolte ; et s'il sera difficile de contraindre l'État et les patrons à reculer devant leurs plans de guerre, une « vision claire » nous impose de comprendre qu'une plus grande satisfaction de nos besoins peut nous rendre moins misérables, mais certainement pas plus libres, prisonniers comme nous sommes d'un système social dont nous ne contrôlons ni les fins ni les moyens. Au contraire, plus la séparation entre la pensée et l'action augmente – séparation imposée par les rapports sociaux de production et incorporée dans les machines et dans les objets mêmes de la techno-industrie –, plus notre jugement se limitera à combien sont « favorables » ou « douloureuses » nos conditions de vie.

Sans une conception de la liberté (et de l'oppression) qui ne coïncide ni avec les besoins ni avec les désirs ; sans « *séparer, dans la civilisation actuelle, ce qui appartient de droit à l'homme considéré comme individu et ce qui est de nature à fournir des armes contre lui à la collectivité, tout en cherchant les moyens de développer les premiers éléments au détriment des seconds* », alors notre délire honteux continuera – plus ou moins confortable, plus ou moins pénible. « Tempérés » par décret ministériel et « courageux » lorsqu'il s'agit de revendiquer notre « droit à l'aliénation ».

En dehors des abstractions philosophiques, les blocages de rues par lesquels les éleveurs et les agriculteurs hollandais cherchent depuis deux mois à interrompre le plan « vert » du gouvernement, visant à réduire d'un tiers le bétail dans les élevages intensifs d'ici 2030, nous offrent une démonstration bien instructive des contradictions (et des protestations) à venir. À part profiter de telles perturbations sociales pour nos projets, quelles « solutions » proposer sans changer la nature même des problèmes ?

Convergences

Dans le « fanal » précédent nous faisons allusion à comment le croisement toujours plus inextricable entre appareils technologiques, économiques, militaires, politiques et idéologiques tend à miner la notion même de causalité. Pour s'en rendre compte il suffit d'affronter le nœud guerre-sanctions-crise énergétique. Quelqu'un a résumé le problème en quelques mots : « les spéculateurs qui parient sur les va-t-en-guerre ». Une formule indubitablement efficace – derrière la société financière de la Bourse d'Amsterdam et l'industrie des armements il y a en substance les mêmes fonds d'investissement états-unis –, mais insuffisant pour expliquer la dynamique en cours. L'augmentation consistante des profits des compagnies énergétiques européennes (ENI comprise) précède l'invasion russe de l'Ukraine ; le début du conflit a permis d'augmenter de manière démesurée les paris des spéculateurs sur le prix futur des hydrocarbures (comme on le sait, ceux-ci achètent et vendent les paris et non le « bien en dessous ») ; le prix contracté est relatif au gaz de schiste états-unien bien plus coûteux – dont les sanctions contre le capitalisme russe ont multiplié la demande en Europe, et dont l'utilisation nécessite la construction de nouveaux terminaux gaziers –, même si celui qui est vendu c'est le gaz (moins cher) de provenance russe. Alors, au-delà de l'hypocrisie éhontée des bandes capitalistes nationales concernant les déclarations officielles d'« unité » et de « fermeté » au niveau européen (accords sous la table avec Gazprom, paiement du gaz russe en roubles, acquisition auprès de l'Inde du pétrole que lui vend la Russie etc.) ; et sans compter que le scénario changera sérieusement si ou quand commenceront véritablement les « contre-sanctions » russes sur le gaz (nous passons ici sur les piaillements médiatiques selon lesquels le bloc de pouvoir *sanctionné* serait en train de faire du chantage au bloc de pouvoir *sanctionnant*), la véritable question est : pourquoi tout cela ? Même des idiots comprendraient que sans une intervention en amont (c'est-à-dire dans les mécanismes de la Bourse d'Amsterdam) – intervention « techniquement » possible demain matin, d'après ce que disent certains économistes de gauche – on arrivera à court terme à un appauvrissement de masse, avec très probablement des conflits sociaux. Le peuple du capital a beau être un « peuple de stoïques » comme le disait Cesarano, il ne faut toutefois pas en abuser à l'infini. Par ailleurs, avec les millions de prolétaires ce sont aussi des milliers d'entreprises (y compris un grand nombre d'usines) qui risquent de sauter, dont le sort importe en général un peu plus à la classe dirigeante. Si nous relient l'orage qui s'approche avec ce qui est arrivé au cours des deux dernières années de Crise Covid, et cette dernière avec l'actuelle phase historique du capital, nous nous rendons compte que l'accusation d'incompétence, la rengaine sur la myopie des recettes néolibérales ou les leçons d'économies fournies *par le bas* aux capitalistes épaississent la neige plus

qu'ils ne contribuent à la dissiper.

La valorisation capitaliste tâtonne parce que l'augmentation de la productivité réduit la valeur des marchandises. Le « travail mort » – les machines – engloutit de manière exponentielle le « travail vivant » incorporé dans les produits : le sang dans la production décroît alors que le gigantisme de l'appareil vampirique augmente. Cela n'implique pas seulement l'expulsion de millions de prolétaires des processus productifs toujours plus automatisés, mais accroît la tendance à transformer les cycles vitaux de la nature et de l'espèce humaine en travail mort, c'est-à-dire à faire de l'humain et du vivant en tant que tels une source de valeur. Le moteur de ce processus est le développement technologique, lequel est poussé par ses dynamiques mêmes à s'étendre à *tout*. C'est ce qu'indirectement nous disent aussi les fausses paroles de la domination. À bien y réfléchir, que signifie le fait que les nouvelles technologiques (NBIC) sont *convergentes* ? Que nanotechnologies, biotechnologies, informatique et technologie cognitive se rassemblent *motu proprio* et que leur effet n'est pas seulement combiné, mais aussi cumulatif. Les biotechnologies décomposent et recomposent les plantes, les animaux et les humains au niveau génétique ; l'intelligence des machines automatise le contrôle sur la société dans la mesure où celle-ci est conquise par le réseau informatique et par ses capteurs ; les nanotechnologies constituent les « ponts » entre corps et machines, organique et digital ; les neurotechnologies développent l'hybridation entre les cerveaux et les ordinateurs de manière à rendre la pensée immédiatement *exécutive*. C'est de cette convergence, et non d'on ne sait quelle mystérieuse loge secrète, que prend concrètement « corps » le projet transhumaniste, d'après lequel tout peut être *augmenté* et rien n'est trop petit (ni la protéine d'un virus, ni un tissu, ni une enzyme, ni un gène, ni une particule) pour être conçu de nouveau en laboratoire et potentiellement connecté au réseau télématique grâce à des nanocapteurs. Si entre nos corps et ce qui les entoure, entre nous et nos actions, il y a toujours la médiation d'un dispositif digital, nos vies deviennent un agrégat de données traçables, contrôlables et vendables. Maintenant, un tel processus de marchandisation totale englouti des quantités aberrantes d'énergie – l'énergie « verte » ne semble telle uniquement si ceux qui la promeuvent parviennent à occulter les bases matérielles de sa production globale – et accroît pour cela même la tendance à la guerre pour les ressources. Mais la guerre se transforme à son tour en une occasion et en un prétexte pour pousser en avant l'incarcération technologique de la société et pour centraliser davantage le pouvoir et la richesse, aux dépens des factions capitalistes plus petites et plus faibles (que le darwinisme technologique considère comme des parasites d'énergie inutiles). Que des millions d'exclus ne se laisseront pas submerger sans se battre n'échappe bien évidemment pas aux patrons et aux technocrates. Mieux vaut alors faire précipiter la situation quand on peut accuser quelque *agent externe* (d'abord un virus et maintenant un régime étranger et concurrent). La récente introduction, au Sri Lanka, d'une *app* ministérielle spécifique pour pouvoir acheter de l'essence doit

être perçue dans le même cadre que les annonces générales de rationnements et aux annonces de chez nous d'en revenir partiellement au télétravail et à la télé-école. Les factures touchant aux étoiles, ce sont déjà et ce seront toujours plus le *deus ex machina* que gouvernement et industriels déploieront en faveur du nucléaire.

Si la composition des protestations contre les « mesures sanitaires » a semblé interclassiste, confuse, « sale », on n'a encore rien vu. Si ce sont les secteurs prolétaires qui prendront l'initiative de lutte contre la vie chère et l'économie de guerre plutôt que les classes moyennes en colère, s'ouvriront alors des espaces de conflit et d'auto-organisation sans aucun doute plus favorables pour nous tous. Mais sans *lieux de rupture* dans lequel et duquel commencer à formuler pratiquement des exigences *universelles* (l'humanité contre la mégamachine, les corps et la Terre contre le monde-capital), il sera alors inévitable de demander des *mesures urgentes* au système même qui nous opprime, c'est-à-dire à ce « mécanisme mort » dont nos vies dépendent.

5 septembre 2022

Pour si peu

Au milieu des années 80, la critique radicale la plus lucide - celle qui avait saisi le caractère incontrôlable du développement technologique et décrit le système délétère produit par sa fuite en avant perpétuelle - a émis l'hypothèse de la possibilité d'une alliance historique inédite : celle entre le désir de révolution et l'instinct de survie. Puisque le capitalisme s'annonce désormais comme une gigantesque production de désastres au moyen de désastres, les individus dépossédés seraient contraints, sous peine d'autodestruction, de se ranger pratiquement du côté des raisons de la révolution. Nous connaissons la suite.

Quarante ans plus tard, nous pouvons constater non seulement que le mouvement totalitaire de l'économie a englobé et supplanté les espaces d'autonomie mentale et matérielle à travers lesquels un projet révolutionnaire pouvait être désiré et pratiqué, mais aussi que le noeud catastrophe-instinct de survie joue en fait contre nous. Et ce, à plusieurs niveaux.

L'ordre techno-capitaliste qui provoque les catastrophes produit également les « remèdes ».

Dans les situations d'urgence, l'instinct de survie se range généralement du côté des « remèdes », même si ceux-ci impliquent des contraintes autoritaires durables (les « mesures transitoires » ne sont pas faites pour transiter, mais pour tout justifier).

Dans une société de l'excès - le capital s'accumulant, la puissance technique s'accroissant - toute « mesure écologique » centralisée renforce la dictature des « experts », des machines et des militaires.

Lorsqu'un journaliste a demandé au célèbre théoricien de la décroissance comment l'objectif frugal de fournir à chaque citoyen une seule paire de chaussures pouvait être réalisé, ledit théoricien a répondu : « par l'intervention de l'État ». Intervention - ajoutons-nous - qui peut même se passer de la matraque, si un appareil de contraintes quotidiennes empêche dans les faits l'humanité sursocialisée de choisir autrement. Par exemple, sans la diffusion massive des smartphones, il aurait été, sinon impossible, sans l'ombre d'un doute compliqué d'imposer le passe-« sanitaire ». Ou bien prenez le plan de Cingolani [ministre italien de la transition écologique] sur la consommation domestique - il ne faut bien sûr pas toucher les industriels ni les hautes technologies - de gaz et d'électricité. Pour le gaz, nous en sommes aux « recommandations », si le coût des factures ne se suffit pas à lui-même. Pour l'électricité, en revanche, on peut envisager une nouvelle mesure de police (au sens de la gestion automatisée des *polis*). Pour les millions d'utilisateurs qui ont déjà installé des compteurs « intelligents », en fait, le problème du contrôle peut être résolu par des algorithmes : limiter la consommation à distance.

Mais il existe un autre plan sur lequel l'instinct de survie est mobilisé dans une clé

anti-révolutionnaire : celui de l'imaginaire façonné par le catastrophisme médiatique et étatique. Le sentiment collectif de l'imminence de quelque chose ne correspond pas seulement aux tendances objectives d'une économie devenue incontrôlable, mais aussi au spectacle de la peur qui se renouvelle sans cesse. Au point qu'en matière de menaces, la frontière entre ce qui est vrai et ce qui est faux, entre ce qui est sérieux, exagéré ou même créé avec un certain art, devient difficile à distinguer en bas, mais facile à exploiter en haut.

En parlant d'imaginaire, Günther Anders notait il y a quelques décennies que la fonction sociale de la science-fiction (surtout dans sa transposition cinématographique) est précisément de nous habituer aux dystopies réelles par le biais du sentiment familier de déjà-vu.

Ainsi, la sédimentation dans l'inconscient collectif du risque d'une terrible pandémie (d'abord la vache folle, puis la grippe aviaire, puis le SRAS, etc.) a permis à une infection respiratoire tout compte fait soignable, comme le Covid-19, de servir de levier à l'accélération technologique et aux restructurations économiques, qui annoncent à leur tour de nouvelles catastrophes environnementales et sanitaires. De la même manière, on a si bien intériorisé l'idée d'un effondrement énergétique (black out réels ou cinématographiques, « mythe » du Millenium Bug etc.) qu'il est facile pour les appareils technocratiques de faire passer le résultat de la spéculation financière pour une pénurie de ressources et d'anticiper le scénario des mesures de guerre vers lesquelles il se dirige déjà, afin de dissimuler leur nature politique, de manière à leur imprimer celle d'une impérieuse nécessité (que seuls les « experts » peuvent gérer).

Quelles théories le système recherchera-t-il alors ? Celles qui correspondent le mieux à ses chances de survie économique : il détestera l'écologisme qui l'oblige à mettre sa voiture à la casse, la virologie qui l'oblige à fermer son magasin, la climatologie qui l'oblige à abattre son bétail excédentaire...

« Lorsque le toit brûle, il n'est pas nécessaire de prier ou de laver le sol. La prière, en tout cas, est plus pratique » (Karl Kraus).

L'instinct de survie ne veut pas de révolution. Il se satisfait d'une vie moins perturbée par des « innovations » constantes et des « remèdes » non moins perturbateurs. Mais même pour si peu, une révolution est désormais nécessaire.

12 septembre 2022

Terre et liberté

« En ce qui concerne nos communautés, elles sont irrémédiablement et tristement dépendantes, précisément comme nous, êtres humains, mis à part ce petit nombre de personnes, qui diminue constamment, qui sont encore engagées dans l'agriculture, même si elles aussi sont esclaves des prêts hypothécaires. Parmi nos villes, il n'en existe probablement pas une seule qui résisterait une semaine par elle-même et aucune réussirait à éviter une banqueroute désespérante, si elle était obligée d'auto-produire sa nourriture. Comme réponse à cette situation et à la politique qui va avec, l'anarchisme soutient une économie de subsistance, la désintégration des grandes communautés et la réappropriation de la terre ». Voilà ce qu'écrivait sur « Mother Earth », dans le lointain 1909, l'anarchiste américaine Voltairine de Cleyre (dans *L'anarchisme et les traditions américaines*). Ce sont des paroles d'une actualité étonnante, qui confirment ce que les esprits les moins enchantés par les sirènes de l'industrialisme avaient saisi avec une longueur d'avance, à savoir la tendance du capital à éradiquer toute forme d'autonomie matérielle de la vie individuelle et collective. Aujourd'hui, alors que les agglomérations urbaines ont atteint des dimensions littéralement démesurées et tandis que la même agriculture est toujours plus une branche de l'industrie (et de l'ingénierie génétique), la « désintégration des grandes communautés » est un des objectifs primaires que doit se donner un mouvement révolutionnaire. Quand une minorité réduite, en constante diminution et toujours plus dépendante de l'Appareil, est chargée de rassasier le reste de la population, la mécanisation et l'artificialisation des processus de production de la nourriture sont des tendances aussi ruineuses qu'inévitables, porteuses à leur tour de ravages écologiques toujours plus graves. Aux États-Unis, depuis plus d'une décennie, le nombre de détenus a dépassé le nombre d'agriculteurs. En contrepartie, des colosses de l'informatique et de la logistique se sont mis à l'*agrobusiness*, comme Microsoft et Amazon, qui visent simultanément à rendre *hors sol* l'espèce humaine et à s'appropriier des étendues toujours plus gigantesques de champs cultivables.

Tout ce que le système techno-marchand retire de sous nos pieds s'accumule, selon les impératifs de l'extension quantitative et qualitative, formant un ciel de tempêtes prêt à se renverser sur la Terre. Désormais, non seulement la prétention de rendre « écologique » un système productif alors incontrôlable est comparable à la proposition de « mettre de l'ordre dans une porcherie », mais l'« infirmité suréquipée » sur laquelle cette proposition se base peut être brisée à condition de saisir à *quelle échelle* les problèmes peuvent être affrontés et résolus. Attribuer à l'imagination, à la sensibilité et au sens de la responsabilité des individus une portée *illimitée* (à la dimension du monde, de la Terre, de l'univers...) est en réalité l'*autre face* d'un ordre social qui

incarcère nos vies dans un horizon éthico-immaginatif fermé. L'universel concret dont toute « défense de la Terre » non mensongère doit partir, c'est que les êtres humains puissent prendre soin de ce qui fait partie de leur expérience directe, et tenus responsables de ce qui rentre réellement dans leur sphère d'action. Le reste, c'est du moralisme dispensé aux esclaves pour déresponsabiliser leurs patrons. Ce n'est sûrement pas un hasard si les cosmovisions de toutes les communautés *terrestres*, à la différence des préceptes moraux de celles *hors sol*, contiennent des modes d'usages spécifiques d'écosystèmes spécifiques, et non pas des recettes bonnes pour toute la Planète et pour toutes les saisons.

Un exemple terre-terre : ceux qui se contrefoutent aujourd'hui autant des plans de rationnement en gaz du technocrate Cingolani [ministre italien de la Transition écologique] que des conseils grotesques du prix Nobel Parisi, ce sont ceux qui se réchauffent et qui cuisinent avec les moyens les *moins modernes* : le poêle à bois et la cuisinière économique. Des moyens qui sont nés et qui ont survécu (malgré, par exemple, les normes « vertes » européennes visant à interdire aux bergers de faire le fromage avec le feu de bois) dans les communautés en montagne ou en prémontagne : des moyens qui s'avèrent désastreux pour les bois et pour l'air s'ils sont appliqués sur une grande échelle.

À partir du moment où chaque activité sociale dissipe de l'énergie et consomme des ressources naturelles, seule une manière de vivre qui *voit, sent et touche* ses limites environnementales peut éviter de s'effondrer en ayant l'illusion de les abolir. L'universel vivant ne peut pas consister dans la planification mondiale ou continentale, ni même seulement national, pour respecter ses « limites de développement », mais plutôt dans la libre fédération des communautés *locales*, c'est-à-dire des mondes humains qui ont vraiment *lieu*. Au sens « écologique » autant que « politique, la révolution sera communaliste ou ne sera pas.

Il n'y a pas de sens de la limite sans liberté individuelle et collective. On ne lance aucun assaut révolutionnaire du ciel sans un mouvement qui nous fasse toucher terre.

19 septembre 2022

APPENDICES:

Extraits de l'*Encyclopédie des nuisances*

Le tournant historique devant lequel nous nous trouvons peut être défini en disant qu'aujourd'hui non seulement « tout développement d'une nouvelle force productive est en même temps une arme contre les ouvriers » (Marx), mais il est avant tout, et presque uniquement, une machine de guerre contre le projet révolutionnaire du prolétariat : ce n'est plus seulement que la sélection parmi toutes les inventions techniques applicables est faite en fonction des nécessités du maintien de pouvoir de classe, ni que leur organisation d'ensemble, la forme donnée à ces techniques, sont déterminées par l'impératif du secret bureaucratique, pour perpétuer le monopole de leur emploi, mais que ces fameuses « forces productives » sont maintenant mobilisées par les classes propriétaires et leurs États pour rendre irréversible l'expropriation de la vie et ravager le monde jusqu'à en faire quelque chose que personne ne puisse plus songer à leur disputer.

Nous ne rejetons donc pas ce qui existe et se décompose avec toujours plus de nocivité au nom d'un avenir que nous représenterions mieux que ses propriétaires officiels. Nous considérons au contraire que ceux-ci représentent excellemment l'avenir, tout l'avenir calculable à partir de l'abjection présente : ils ne représentent même plus que cela, et on peut le leur laisser. Face à cette entreprise de désolation planifiée, dont le programme explicite est de produire un monde indétournable, les révolutionnaires se trouvent dans cette situation nouvelle d'avoir à lutter pour défendre le présent, pour y conserver ouvertes toutes les autres possibilités de changement – à commencer bien sûr par cette possibilité première que constituent les conditions minimales de survie de l'espèce –, celles-là mêmes que la société dominante cherche à bloquer en tentant de réduire irrévocablement l'histoire à la reproduction élargie du passé ; et l'avenir à la gestion des déchets du présent.

Certes le projet de produire un monde indétournable, interdisant pour l'éternité toute réappropriation révolutionnaire, un tel projet est absurde et suicidaire, puisque cela signifierait un monde strictement *invivable*, où se matérialiserait catastrophiquement le néant historique auquel les classes propriétaires se condamnent de bon cœur avec les prolétaires, pour que continue l'histoire économique des choses. Cependant la démonstration de cette absurdité qu'est la tentative de construire un monde où la réification absolue ne serait pas la mort, si on la laisse se poursuivre

trop longtemps, risque fort d'être la dernière dont nous gratifie le capitalisme, mais pas de la manière désirée. Et personne n'aura plus alors l'occasion de voir là une contre-révolution finalement totale dont doit nécessairement sortir une révolution non moins totale, car ce ne sera plus dans son idéologie économique, mais dans les faits, que la bourgeoisie aura réussi à faire en sorte qu'il y ait eu de l'histoire et qu'il n'y en ait plus.

On peut dire que c'est désormais l'État qui se donne pour tâche de créer enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, qui interdise aux hommes de revenir sur leur propre histoire et de réveiller leur raison endormie pour considérer leur puissance avec des yeux désabusés et choisir librement l'usage qu'ils veulent en faire. Et il appartient donc aux révolutionnaires de mettre à profit ce qui peut être une position de force, celle que leur procure la fuite en avant démentielle des pouvoirs et de l'économie autonomisée à laquelle ceux-ci ont lié leur sort. Car contre cette prétention de rendre irréversibles l'état de fait et le fait de l'État en en rendant indestructibles les nuisances, ils ne représentent plus seulement un choix différent mais le simple réalisme : ils défendent tout autant un rejet qu'un projet, et peuvent mobiliser pour leur cause, à côté du désir d'inconnu, l'instinct de conservation. Admirable coïncidence : pour sauver le peu de l'existence humaine qui n'a pas encore été désastreusement gangrené par la production marchande, et à la conservation duquel chacun est directement intéressé, il faut une révolution sociale ; pour que la révolution sociale reste possible, il faut défendre ce à partir de quoi une vie libre devra être construite, et d'où seul on peut encore la concevoir, et juger tout le reste. À commencer par la mémoire de tout ce qui fut activité libre dans l'histoire, tentatives à la lumière desquelles le malheur économique apparaît clairement pour ce qu'il est, un interminable détour dans la production de l'homme par lui-même, qui menace de l'égarer définitivement. Ce qui dans le passé a pu être créé de plus prometteur, comme décor ou signe d'une communauté vivante, c'est ce système qui s'est lui-même affairé à le saccager ou à le rendre incompréhensible. De la qualité contenue dans toute création authentique, on peut dire ce que disait André Breton des productions des aborigènes d'Australie : « Que l'homme, aujourd'hui en peine de se survivre, mesure là ses pouvoirs perdus ; que celui qui, dans l'aliénation générale, résiste à sa propre aliénation, «recule sur lui-même comme le boomerang d'Australie, dans la deuxième période de son trajet». » Ainsi, ce qui nous permet d'entr'apercevoir les prodiges dont serait capable une humanité libre nous est une raison de plus pour tout attendre des forces déchaînées de la liquidation sociale.

Discours préliminaire, « Encyclopédie des Nuisances », fascicule I, tome 1, 1984

En fait les hommes ne se mettent jamais durablement en mouvement pour abattre une organisation sociale par simple détestation de ce qui existe : il faut que d'une manière ou d'une autre ils possèdent une conception positive de la vie qu'ils veulent vivre. C'est ce qu'a possédé ancien mouvement ouvrier révolutionnaire, surtout dans sa fraction anarchiste, qui est justement celle qui a mené le plus loin, lors de la révolution espagnole de 1936, la liquidation de l'ancien ordre des choses. Cette conception positive, les prolétaires peuvent bien sûr l'acquérir dans la lutte même, la communauté qui en est le moyen dessinant les contours du but. Mais encore faut-il que les valeurs pratiques ainsi produites se transmettent dans un langage autonome et s'unifient dans un projet historique.

Les divers succès dont en ces années quatre-vingts la propagande des marchandises et des États nous entretient complaisamment — succès qui se rejoignent tous dans l'approfondissement de la séparation et l'équipement surabondant de la passivité — ont été permis par un succès plus profond dont, en revanche, elle ne peut strictement rien dire, et qu'elle ne peut même pas mentionner : le refoulement et l'occultation du projet d'activité historique supérieure qui était le contenu latent des mouvements prolétariens de l'après-1968. La cristallisation d'un projet collectif unifiant les besoins révolutionnaires de l'époque a toujours été une tâche de longue haleine, mais elle est aujourd'hui d'autant plus difficile que les contributions, théoriques ou pratiques, à sa formulation sont d'emblée confrontées à la puissance de falsification et d'occultation sans précédent acquise par la société de classes. Non seulement celle-ci parvient en temps normal à ce qu'aucun problème ne soit posé et débattu socialement dans ses termes véridiques, mais quand cela arrive — et il n'y faut rien de moins qu'un mouvement révolutionnaire — elle parvient à en empêcher une reconnaissance exacte, où à la faire oublier très vite.

[...]

Pour battre en brèche le monopole de l'apparition qui confère sa puissance à la production autoritaire du mensonge, il suffit ne pas, comme on le voit chaque jour, que s'accumulent les faits démentant les vérités officielles : il faut en outre que se manifestent dans la société, par tous les moyens qui peuvent se saisir, un point de vue critique unifié et une perspective de dépassement qui sachent ramener à eux la vérité des faits et faire ainsi apparaître les mensonges et les impudents sophismes pour ce qu'ils sont. Les faits ne parlent pas d'eux-mêmes, sinon pour répéter les inaltérables postulats de la soumission, tant que les hommes n'entreprennent pas de se parler sans intermédiaires de leurs besoins et de leurs aspirations, donnant un nouveau sens aux faits par leur dialogue, par le possible historique qu'ils y découvrent. La nouvelle conception de la vie réelle qui a été le contenu latent de toutes les tentatives révolutionnaires modernes est maintenant amenée par le développement même des

mécanismes dominants de falsification et d'occultation à devenir manifeste, ou à être si bien refoulée que ce qui en reviendra dans la barbarie de l'abondance ne s'en distinguera plus en rien.

[...]

La nucléarisation et l'informatisation sont à ce moment les deux aspects les plus manifestes du développement technique déterminé qu'adopte une production aliénée devenue strictement *production de l'aliénation*. Dans un cas comme dans l'autre on voit recréer artificiellement l'équivalent de ces conditions naturelles qui, avec le besoin de l'irrigation, avaient favorisé la naissance et le développement du despotisme oriental. Ce qui maintenant irrigue la société désertifiée et fonde matériellement le pouvoir des spécialistes de la survie monopolisée, ce sont la circulation de l'énergie et celle de l'information, préconditions complémentaires à la mise en œuvre du travail humain dans sa dernière forme historique. Et cette société malade doit donc admettre qu'elle ne peut plus survivre qu'ainsi, soumise à la machinerie qui fait battre le cœur d'un monde sans cœur, et en tous points semblable à ces réussites de la médecine moderne grâce auxquelles l'organisme humain n'est plus lui-même qu'une prothèse de ses prothèses. Puisque ce n'est pas la société qui s'est affranchie de l'économie, c'est l'économie qui s'est affranchie de la société.

L'accomplissement de ce processus à travers lequel la réification marchande rejoint son concept en expulsant définitivement l'activité vivante, en la réduisant au pur regard sur sa circulation, devait tout d'abord prendre la forme d'une réorganisation en profondeur du travail industriel, visant à y introduire progressivement l'automatisation, en neutralisant au fur et à mesure les énergies humaines ainsi libérées, en aménageant l'absence d'usage de cette liberté. La destruction du milieu ouvrier, c'est-à-dire des anciennes bases pratiques d'une affirmation prolétarienne autonome, avait été depuis vingt ans le *Delenda Carthago* de tous les discours novateurs du capitalisme technocratique ; et quoiqu'elle ait été aussi ouvertement et idéologiquement affirmée (comme fin du prolétariat et de la lutte des classes), elle n'en correspondait pas moins à une nécessité réelle pour la domination capitaliste, nécessité qui avait dans la mythologie de l'intégration sa version idyllique. Le capitalisme continue d'exister en révolutionnant sans cesse les instruments de production, donc les rapports de production, donc l'ensemble des conditions sociales ; mais, quand il se bureaucratise, il essaye de programmer ce bouleversement permanent et d'en aménager, avec l'aide des syndicats et de tous les agents du contrôle social, les seuils de tolérance. Force est de constater que pour l'heure il est parvenu en *Europe occidentale* à décomposer activement le milieu ouvrier, à le démoraliser et à le fractionner, sans que celui-ci se réapproprie sa tradition révolutionnaire autonome (l'organisation des Conseils), ce qui aurait évidemment été exemplaire pour tous les travailleurs, pour l'ensemble

du prolétariat. Le temps ainsi perdu par la révolution a permis au capitalisme de continuer à réorganiser l'ensemble du travail social en fonction des impératifs de sa domination. Tous les progrès de l'aliénation sociale découlent de ce fait.

Les révoltes ouvrières des années soixante furent essentiellement un résultat de l'arrivée dans les usines de jeunes générations de prolétaires dénuées de tout « patriotisme de métier », et une première réponse à la déqualification du travail. Elles virent s'ébaucher la jonction des revendications traditionnelles de la classe ouvrière, dans sa résistance à l'exploitation, et du refus moderne de l'abrutissement salarié. Le rapport des forces (l'affaiblissement des syndicats, etc.) bloqua un certain temps la poursuite de la rationalisation capitaliste, mais avec le déclin des luttes celle-ci reprit son cours. Un de ses aspects majeurs est le transfert loin de l'Europe, berceau du mouvement ouvrier, d'importants secteurs de la production industrielle, exportés là où des régimes bureaucratiques ou dictatoriaux livrent à l'exploitation d'énormes gisements de force de travail, sans tradition de lutte ni conscience historique. Un autre, l'institutionnalisation du *turn over* largement pratiqué par les jeunes travailleurs, la précarité de la soumission à l'employeur étant en quelque sorte renversée en soumission à la précarité de l'emploi. Il est inutile d'entrer ici dans le détail d'une évolution dont le principal résultat, en ce qui concerne le rapport des forces dans la guerre sociale, fut que le chômage servit à disloquer les bases de la révolte ouvrière ; et avant tout la conscience menaçante de la crise de l'économie comme crise *de la vie* pour tous les hommes, conscience censurée sous la pression de la crise de la survie imposée aux travailleurs.

Histoire de dix ans. Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'aliénation sociale, « Encyclopédie des Nuisances » fascicule 2, tome 1, 1985

Tout ce qui veut prospérer sous la domination est condamné à la reproduire, et la négation n'a jamais pu s'en remettre à des institutions ou organisations d'aucune sorte pour durer sans se corrompre. Elle ne peut se renouveler qu'en revenant à son principe vital, qu'en reprenant chaque fois sa tâche depuis le début, ab ovo, comme les prolétaires doivent encore et toujours se réemparer de leur projet, et, en combattant les représentants officialisés, retrouver le « trésor perdu des révolutions modernes ». Ce retour d'une tentative à son principe en dit la qualité : c'est pourquoi cet article s'agencera autour d'extraits des deux premiers fascicules de notre Encyclopédie, respectivement parus en novembre 1984 et en février 1985.

Dans ses *Histoires florentines*, Machiavel rapporte le mot suivant de Cosme l'Ancien : alors qu'on lui reprochait de chasser de Florence « tant de gens de bien »,

parce qu'ils étaient ses ennemis politiques, ce marchand et inventeur d'une première forme de dictature occulte déguisée en République aurait répondu que *mieux valait une ville gâtée qu'une ville perdue*. Les marchands de notre époque, qui sont indistinctement hommes d'État, de finance, d'industrie, d'Église, de médias, ont appliqué cette maxime à la terre entière, sans toutefois la formuler aussi abruptement : ils préférèrent parler de *modernisation*. À l'échelle d'une planète gâtée, le bannissement des gens de bien n'est certes guère praticable (il faut se contenter, pour l'indispensable, de l'assassinat) ; mais il est aussi beaucoup moins souvent nécessaire, et universalité même de la corruption suffisant en général à prévenir l'apparition de telles gens, ou du moins leur influence. À l'aube du despotisme moderne, alors napoléonien, Benjamin Constant notait déjà : « Les intérêts et les souvenirs qui naissent des habitudes locales contiennent un germe de résistance que l'autorité ne souffre qu'à regret, et qu'elle s'empresse de déraciner. » L'uniformisation marchande s'emploie à tout corrompre afin qu'aucune qualité directement accessible ne puisse plus faire à l'autorité des falsificateurs l'injure d'une existence indépendante ; et c'est jusqu'au souvenir véridique qui devrait s'en perdre, n'était l'obstination de quelques-uns à s'adonner à cette activité subversive, la mémoire.

L'usurpation n'est cependant pas devenue plus raisonnable d'être presque partout regardée comme éternelle. On est seulement parvenu, pour qu'elle ne prenne bientôt fin, à en cacher le commencement, le principe d'avitissement. Les techniciens du désastre peuvent donc rester impavides devant leurs écrans de contrôle : leur science n'a jamais été démentie que par les faits, et les faits ne sont rien tant que personne ne prend violemment leur parti. À l'heure de l'écologie d'État, c'est ainsi sans scandale que le pourrissement de la vie devient officiellement la principale réalité imposée à l'activité humaine, et sans effroi qu'on la voit confiée à la gestion des pouvoirs et de leurs experts (voir l'article *Abracadabrant*).

Il y a cinq ans, nous affirmions dans le *Discours préliminaire* de cette *Encyclopédie*, à propos du « projet d'émancipation totale né avec les luttes du prolétariat du dix-neuvième siècle » : « Il est certain que le cours suivi par l'organisation matérielle de la production marchande, loin de créer les bases pour la réalisation de ce projet, l'a au contraire rendue plus difficile que jamais. » Et nous ajoutions que « c'était peut-être ce qu'il fallait pour qu'il ose paraître ce qu'il est — le projet d'une histoire consciente qui ne peut fonder sa cause sur aucune nécessité extérieure à celles que se reconnaissent eux-mêmes les individus ». L'humour plutôt noir de ce « peut-être » ne pouvait manquer d'apparaître au lecteur, puisque nous avons tout d'abord noté que « jamais les discussions sur la nécessité de l'économie marchande ne furent aussi rares qu'à présent, alors que, pour la première fois, tout le monde peut en discuter ».

Et qu'avons-nous fait pour mener au jour possibilité d'un jugement critique collectif de l'économie ? En commençant à exposer ce que supprimaient et ce qu'apportaient les multiples progrès dont la nature exacte reste indiscutée, nous avons tenté de donner les moyens de les mesurer. Quelles que soient nos criantes insuffisances

dans l'accomplissement de cette tâche, celle-ci ne peut d'aucune façon être tenue pour accessoire, ou purement « théorique », alors que le principal obstacle pratique à la cristallisation d'un projet d'organisation sociale supérieure est précisément le total changement de nature de cette production de la vie matérielle où les luttes prolétariennes trouvaient auparavant, spontanément et d'un seul coup, le terrain concret de leur unification, le point d'application de leur subversion et l'objet même d'un programme de réappropriation.

La forme prise par le développement technique interdisant désormais de s'y identifier comme à un progrès nécessaire, dont une société d'hommes libres et égaux n'aurait qu'à réorienter le cours en fonction de ses choix, les prolétaires ont vu s'effacer et se perdre le testament qui les faisait héritiers du monde. Mais la perte des illusions progressistes si néfastes à l'ancien mouvement ouvrier permet le retour à ce qui avait été le principe, ensuite refoulé par l'idéologie, des révoltes prolétariennes contre la « vile imposture » du système industriel. La croyance au progrès ne peut même plus être dite, à la façon de Baudelaire, une « doctrine de paresseux », alors que la paresse elle-même est bannie, avec toute quiétude, de la vie des esclaves de l'économie (voir l'article *Abolir*). Quand les individus dépossédés n'ont d'autre issue raisonnable que de réinventer la totalité de leur monde, de leur existence sociale, le moins que l'on puisse faire est de *commencer* par donner l'exemple d'un tranquille mépris pour toutes les illusives nécessités auxquelles se plie la soumission ; sans parler des réussites et des satisfactions qu'elle prétend atteindre. D'autant plus la critique est privée des moyens de s'exprimer et de s'organiser, d'autant plus elle doit être formulée et pratiquée sans concession aucune. « Quelle est la grande action qui ne soit pas un *extrême* au moment où on l'entreprend ? C'est quand elle est accomplie qu'elle semble possible aux êtres du commun. » (Stendhal.)

Le processus dont Marx avait décrit le début sous le nom de machinisme (comme dépossession « devant la science prodigieuse, les énormes forces naturelles, la grandeur du capital social, incorporées au système mécanique, qui constituent la puissance du *Maître* »), ce processus a franchi au cours de ce siècle, d'abord aux États-Unis puis à peu près partout (en France dans les années soixante), un seuil qualitatif décisif. La production marchande s'est mondialement et irréversiblement séparée de la satisfaction des besoins humains et de la possibilité d'un usage émancipateur qui l'avaient en quelque sorte légitimée aux yeux mêmes de la plupart des révolutionnaires, pour lesquels il s'agissait seulement (si l'on peut dire) de transformer le *mode d'appropriation* des forces productives existantes. La forme que celles-ci ont prise sous le spectacle constitue en fait une irréfutable démonstration *par l'absurde*, comme toutes celles qu'inflige l'histoire moderne, de l'impossibilité de transformer leur mode d'appropriation sans les transformer intégralement elles-mêmes ; car elles ont été développées, dans tous leurs aspects matériels, pour perpétuer la séparation, la hiérarchie, le pouvoir discrétionnaire des spécialistes. L'immensité de cette tâche de transformation, que chacun perçoit confusément, est sans aucun doute la cause

la plus universelle et la plus vraie de l'accablement de tant de nos contemporains, qui confère à la propagande spectaculaire son efficacité relative. Et qui permet au plus récent penseur américano-nippon de la fin de l'histoire, en décrivant ce qui resterait comme champ à l'activité humaine (« le calcul économique, la solution sans fin de problèmes techniques, les préoccupations écologiques et la satisfaction de demandes de consommation sophistiquées »), de célébrer à sa manière la réussite selon lui acquise de la tentative de « réduire irrévocablement l'histoire à la reproduction élargie du passé ; et l'avenir à la gestion des déchets du présent » (*Discours préliminaire*).

La condamnation historique de tout ouvriérisme et de toute idéologie révolutionnaire apparaît bien sûr dans le spectacle comme condamnation *du projet révolutionnaire*, et les esprits timides, quand bien même veulent-ils s'opposer à tel ou tel aspect de la domination, voient donc du réalisme à se garder de parler de révolution, ou d'activité révolutionnaire. Nous pensons au contraire que non seulement on n'a jamais rallié personne à une cause qui n'ose pas dire son nom, mais qu'en outre, dans un monde qui se voue à l'autodestruction, les révolutionnaires peuvent aujourd'hui, quoiqu'ils se servent en général assez mal de cette opportunité, parler plus clairement que jamais de leurs buts ; car « ils ne représentent plus seulement un choix différent mais le simple réalisme : ils défendent tout autant un rejet qu'un projet, et peuvent mobiliser pour leur cause, à côté du désir d'inconnu, l'instinct de conservation » (*ibidem*).

L'existence catastrophique des nuisances n'est que la dernière manifestation de la contradiction entre les forces productives, dont le développement irraisonné impose de façon vitale la maîtrise consciente, et des rapports de production qui perpétuent envers et contre toute raison l'inconscience. À ce stade, où la contradiction n'est plus économique, et où sa gestion par le spectacle est littéralement *hors de prix*, la critique théorique de l'économie en appelle directement à un jugement qualitatif, formulé d'un point de vue extérieur à celle-ci, comme la critique pratique des prolétaires ne peut trouver ses raisons qu'en se prononçant radicalement contre la production existante. Ainsi la critique de la totalité de la vie aliénée formulée dans les années soixante par les situationnistes doit-elle être considérée comme un *minimum*, non certes parce qu'elle serait portée par un mouvement révolutionnaire agissant, mais parce que ces vingt années ont lourdement démontré qu'un tel mouvement ne pouvait se constituer sans la faire sienne. Aucun raccourci n'est à espérer, qui mènerait le prolétariat à la conscience de sa tâche révolutionnaire en lui épargnant de conclure sur la totalité de sa misère. Si l'on peut dire que les réalités de la dépossession sont beaucoup plus *radicales*, dans leur mise en cause de l'organisation de la survie, que la critique situationniste, cela ne saurait raisonnablement constituer une incitation à l'abandonner ou à la modérer, mais tout au contraire à la développer et à la renforcer.

En remarquant que « la jonction possible entre le passé des luttes ouvrières (l'exemple ébauche des moyens de la révolution prolétarienne) et la nouvelle révolte née

spontanément du sol de la société du spectacle (la critique du travail, de la marchandise et de toute la vie aliénée), cette jonction un moment approchée dans quelques-uns des pays développés cesse de pouvoir être envisagée et attendue comme un résultat inévitable du processus objectif des conditions dominantes » (*Histoire de dix ans*), il s'agissait pour nous de marquer nos distances avec ce genre d'extrémisme attentiste qui se raccroche pieusement à la conviction selon laquelle l'aliénation modernisée produira inmanquablement sa négation modernisée ; et qui se persuade d'autant plus aisément de sa fermeté qu'il s'est retranché dans une position depuis longtemps tournée par le déferlement spectaculaire, et parfaitement protégée par son anachronisme inoffensif, Mais nous déclarions, aussitôt après, que cette jonction passait « dans la mémoire et dans la conscience comme la tâche d'une nouvelle époque », c'est-à-dire devait être recherchée activement. L'intégralité du territoire ayant été reconstruit par l'ennemi selon ses besoins répressifs, toute volonté subversive doit commencer par considérer froidement à partir de quelles réalités vécues peut renaître une conscience critique collective, quels sont les nouveaux points d'application de la révolte susceptibles de ramener tous les anciens.

Ce n'est en tout cas pas en refusant de voir les résultats de l'atomisation sociale, et en maintenant l'illusion d'une communauté pratique *immédiatement donnée* des prolétaires, que l'on peut communiquer quelque vérité critique que ce soit. Il y a vingt ans un situationniste pouvait dire : « Nous sommes des irréguliers parce que nous ne sommes matériellement en règle avec aucune couche sociale. Socialement nous ne sommes rien, et du reste la société pour nous n'est rien. » Ce chemin du négatif est désormais pour tous le seul qui s'ouvre à l'affirmation individuelle comme à la construction d'une communauté réelle, alors qu'en face des forces de la production marchande, seule peut efficacement se dresser « la majorité des individus dont ces forces se sont détachées, qui sont de ce fait frustrés du contenu réel de leur vie et sont devenus des individus abstraits, mais qui, par là même et seulement alors, sont mis en état d'entrer en rapport les uns avec les autres en tant qu'individus » (*L'idéologie allemande*).

Les totalitarismes nazi et stalinien avaient montré, de façon pour ainsi dire expérimentale, que « la transformation des classes en masses et l'élimination parallèle de toute solidarité de groupe sont la condition *sine qua non* de la domination totale » (Hannah Arendt, *Le Système totalitaire*). Après cette préhistoire sanglante de la société du spectacle, la domination totale de la marchandise, en cela plus proche de l'empirisme nazi que du volontarisme idéologique stalinien (comme disait Hitler : « Pourquoi socialiserions-nous les banques et les usines ? Nous socialisons les gens. »), a su remplir avec des moyens diversifiés les conditions *sine qua non* de son exercice. Pour créer la société atomisée où chacun n'est relié aux autres que par la médiation du spectacle, et ne cesse donc jamais d'être isolé et impuissant, il fallait détruire ce milieu pratique d'une conscience collective autonome qu'avait été la classe ouvrière.

Ce qui a ainsi été rompu, avec la continuité cumulative de l'histoire révolutionnaire, c'est l'unité du particulier et de l'universel, des moyens et des buts, en vertu de laquelle toute lutte ouvrière de quelque ampleur apparaissait à n'importe quel individu conscient comme incarnant les intérêts de la société tout entière, et pouvant infléchir le cours de l'histoire vers une émancipation générale, parce qu'elle s'attaquait à la base de l'oppression sociale en ouvrant dans le même mouvement la perspective de son dépassement. Depuis la résolution de l'A.I.T. sur les syndicats (« centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du Moyen Âge en avaient constitué pour la classe bourgeoise s), jusqu'aux thèses des partisans des Conseils ouvriers, tous ceux qui dans le passé avaient voulu révolutionner la société avaient pu tenir pour acquis le fait que l'autonomie ouvrière, l'auto-organisation sur les lieux du travail, pratiquée avec détermination, contenait d'emblée le but lointain (la réappropriation de l'appareil productif), en actualisait la possibilité. Et chaque lutte, même étroitement revendicative dans ses buts explicites, permettrait l'acquisition et l'accumulation d'une expérience révolutionnaire, était un moment de la constitution du prolétariat en sujet historique. Comme l'avait dit au tout début du mouvement ouvrier moderne un de ceux pour lesquels déjà « le monopole et la hideuse accumulation du capital en quelques mains » engendraient « par | leur propre monstruosité les germes de la guérison » : « Chaque grand atelier ou manufacture est donc une sorte de société politique qu'aucune loi ne peut réduire au silence, ni aucun magistrat forcer à se disperser. » (John Thelwall, *The Rights of Nature*, 1796, cité par E.P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*.)

Faisant sentir à chaque instant aux travailleurs — entre autres par la disqualification de tout *métier*, de tout savoir-faire — leur dépossession devant son mouvement perpétuel, le renouvellement technologique accéléré réalise en profondeur ce que le primitivisme totalitaire des nazis et des staliniens n'obtenait que formellement, par la terreur policière et le fanatisme de l'identification à l'imprévisible caprice des maîtres. La dissolution du lien réel créé par la communauté de la fonction productive (les techniques employées interdisant toute autonomie dans leur mise en œuvre, et le sens de la production elle-même se dissolvant dans l'absurdité) impose aux masses atomisées ces caractéristiques de la mentalité totalitaire que sont la *capacité d'adaptation*, la malléabilité au conditionnement autoritaire, et l'*absence de continuité* (perte de mémoire, présent perpétuel). L'instabilité permanente des conditions de vie imposées dans les sociétés modernes a ainsi assuré pour un temps la stabilité de la domination.

Le changement permanent, la destruction de toute communauté stable qui permette au jugement critique de se former et de se transmettre, plonge chacun, pour qu'il s'y résigne, dans le genre de perplexité que suscitait chez Tocqueville la première forme prise, en Amérique, par cette société moderne où « les particuliers font de petites choses, et l'État d'immenses » : « Le passé néclairant plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres. » L'effondrement désastreux qui emporte presque tous les

repères de ce qui était jusqu'ici l'existence humaine balaye en même temps les bases du plus simple bon sens. Car comment tombe-t-on en dessous du sens commun, de cet « état mitoyen entre la stupidité et l'esprit » ? C'est par la peur, par l'isolement qui la provoque et l'entretient. Le spectateur moderne n'a plus de bon sens sur rien parce que tout appelle de lui une colère dont, dans son isolement, les conséquences l'effraient plus encore que ce qu'il supporte. Ainsi voit-il continuellement un précipice auprès de son téléviseur. Cette impuissance terrorisée, qui se barricade dans la vie privée, dans la familiarité avec la privation, n'a pas manqué d'être élogieusement nommée dans le langage de la servitude la plus avancée : c'est le *cocooning*. Et à propos de coconnerie, on sait que le terme grec désignant l'homme privé (*idiotès*), celui qui ne s'occupe que de ce qui « est à soi » (*idion*), est à l'origine du mot qui sert à nommer dans les langues européennes une stupidité durable.

Ce qui s'est dissous définitivement dans la fausse conscience générale de la vie quotidienne, c'est sa forme particulière propre au milieu ouvrier, le patriotisme de métier, la reconnaissance positive de cette « valeur professionnelle » qui devait être pour le travailleur, selon l'idéologie social-démocrate, « son titre pour sa souveraineté dans le monde de demain » (Jaurès, cité par Émile Pouget, *Le Sabotage*). Mais « la destruction du milieu ouvrier dans les pays où règnent les conditions du capitalisme le plus moderne ne signifie évidemment pas, sauf pour les anciens ouvriéristes déçus, la disparition du prolétariat : l'expropriation de la vie existe, la lutte des classes aussi » (*Histoire de dix ans*). En supprimant les conditions d'existence de cette communauté du travail, qui englobait les individus en tant qu'individus moyens, en tant qu'*ouvriers*, on peut dire que l'histoire va une fois de plus) jusqu'au fond des choses : mais il n'y a nulle téléologie là-dedans, seulement les conséquences de la non-liberté s'accumulant selon leur logique. Les prolétaires doivent maintenant créer par eux-mêmes la communauté à laquelle ils participeront *en tant qu'individus*, et ils ne le peuvent qu'en exécutant en toute conscience la sentence que la production de nuisances prononce contre elle-même ; en luttant pour mettre sous leur contrôle toutes leurs conditions d'existence. La négation totale de l'économie, son arrêt par tous les moyens, n'est pas seulement nécessaire parce qu'elle seule peut mettre un terme au pourrissement de la vie, elle l'est également parce que seule une telle violence faite à la reproduction automatisée de l'aliénation et à son conditionnement des comportements peut permettre aux individus révoltés de balayer la pourriture du vieux système qui leur colle après et de devenir aptes à fonder la société sur des bases nouvelles.

La classe « qui n'est plus considérée comme une classe dans la société, qui n'est plus reconnue comme telle et qui est déjà l'expression de la dissolution de toutes les classes » a donc effectivement perdu tout ce qui lui permettait d'être quelque chose sans être révolutionnaire : les individus dépossédés sont concrètement placés « dans l'alternative de refuser *la totalité de leur misère, ou rien* » (*La Société du Spectacle*). Mais quand se vérifient aussi lourdement la critique des illusions réformistes et plus

généralement les thèses de la critique sociale la plus radicale, il semble que soient moins nombreux que jamais ceux qui sont décidés à en faire usage. C'est que de telles vérités ne sont guère confortables : elles ne laissent aucune place à la *croyance*, et renvoient chacun à l'exigence de trouver pour lui-même, dans le présent, la forme d'un accord praticable entre la critique totale qu'il affirme et la vie qu'il mène effectivement. Après 1968, ceux qui s'étaient ralliés à la critique situationniste avaient pu pendant quelque temps soutenir l'extrémisme de leurs positions de l'assurance qu'à assez court terme les travailleurs seraient amenés par leur propre lutte à rejoindre ces positions et cette critique, Mais ainsi ils se sont dissimulé les difficultés d'organisation d'un courant radical capable de cristalliser les énergies révolutionnaires latentes.

On sait comment ces difficultés, en même temps d'ailleurs qu'elles étaient très justement relevées contre l'irréalisme révolutionnariste du moment, étaient éludées dans le texte consignant l'autodissolution de l'Internationale situationniste : « Les situationnistes sont partout, etc. » (*La Véritable Scission dans l'Internationale*, 1972). Mais bien sûr ce n'était pas à la théorie qu'il appartenait de franchir l'espace qu'elle avait dû laisser entre l'affirmation violemment extrémiste propre à quelques individus et l'horizon des Conseils, l'auto-organisation de la société en révolution : elle aurait seulement pu en admettre plus explicitement l'étendue. « Il ne saurait être question pour nous d'ironiser sur la part d'illusion qu'ont souvent entretenue sur leur propre action les révolutionnaires du passé : laissons cette commodité au genre de réalistes qui, quant à eux, trouvent plus directement leurs consolations et ce qu'ils appellent leurs plaisirs à l'intérieur de la bassesse présente, bien adaptée, il est vrai, à leurs minuscules appétits. Non seulement on préférera toujours avoir tort avec ceux qui croyaient être les derniers à endurer la mutilation de la vie, et ne pouvaient concevoir que se perpétue plus longtemps l'accumulation de la dépossession, plutôt que d'avoir raison avec leurs vainqueurs, ou les héritiers de leurs vainqueurs, — mais surtout, les raisons les mieux fondées, parce que les moins "scientifiques", de ces révoltés vaincus sont aujourd'hui les plus concrètes et les plus pressantes qui soient. Pour quiconque ne s'identifie pas envers et contre tout aux forces de l'inertie dévalant toujours plus vite la pente de l'horreur programmée, ces raisons sont aussi tangibles que le macabre projet de rendre irréversible le résultat du développement prolifique des marchandises, et, parodie sinistre du projet révolutionnaire d'un homme total, de suréquiper encore l'infirmité des individus, de les réduire définitivement à l'état de pantins convulsifs, agités par leurs innombrables prothèses marchandes, au rythme d'une machinerie télématique omniprésente. (...) Sans doute, l'assurance d'hériter du monde n'a-t-elle pas seulement été la base de l'idéologie bureaucratique, mais aussi, pour nombre de révolutionnaires, le ressort de leur fermeté et de leur courage, jusqu'à la mort. Mais quant à nous, à tous ceux qui sont réellement décidés à précipiter la disparition du monde existant, disons simplement que notre sort est de ne pouvoir tirer notre fermeté et notre courage d'aucune assurance de cet ordre. »

(Discours préliminaire.)

Selon les termes de Guy Debord, « jamais les conditions n'ont été partout si révolutionnaires, mais il n'y a que les gouvernements qui le pensent. La négation a été si parfaitement privée de sa pensée, qu'elle est depuis longtemps dispersée » (*Commentaires sur la société du spectacle*, 1988). Il n'a pas manqué de lecteurs pour trouver ce tableau d'une noirceur exagérée. Pourtant, non seulement « en un sens on ne peut exagérer que la seule vérité ; rien d'autre ne résisterait à cette épreuve » (Chesteron), mais il y a des moments où tout particulièrement il convient, pour la faire entendre, de donner à la vérité sa pleine puissance de scandale : c'est là un génie qui n'a en tout cas jamais fait défaut à l'auteur de la *Société du Spectacle*. D'ailleurs une analyse critique quelle qu'elle soit ne saurait viser à rien de mieux qu'à une *approximation* de la réalité, seulement assez précise pour faire connaître les forces historiques en jeu, et il lui faut surtout savoir calculer stratégiquement son éventuelle marge d'erreur, c'est-à-dire choisir sur quel aspect faire de préférence porter la part d'exagération, de simplification nécessaire à l'exposé ; il peut s'agir ainsi de la « magnification » d'une réalité subversive en gestation, ou au contraire de l'anticipation d'une tendance de la domination non encore accomplie, sans qu'il soit jamais possible d'obtenir des certitudes sur la suite (l'analyse donnée par le *Manifeste du parti communiste* constitue par exemple une indéniable *exagération* par rapport à la réalité sociale de l'époque ; mais la tendance historique décrite par ce moyen était bien la tendance principale). Dans une époque où des luttes sociales avancent vers leur unification dans un affrontement d'une portée universelle, il faudra surtout faire *la part belle* à ce mouvement pour en communiquer le contenu historique encore caché. En revanche, dans une époque où la domination restaurée a repris l'initiative, et où les souvenirs de l'époque précédente font obstacle à la critique lucide de ce développement contre-révolutionnaire, il faudra surtout mettre l'accent sur ses traits nouveaux inaperçus. Ainsi en va-t-il par exemple, dans ces *Commentaires*, de l'importance accordée aux capacités d'initiative des services de protection de l'État : on pourrait bien sûr objecter, comme l'auteur l'évoque d'ailleurs lui-même, que la décomposition générale de toute intelligence historique népargne certes pas la direction desdits « services », mais il ne faut pas oublier que « dans un affrontement de cette nature, les forces se mesurent en grandeur relative, et non du point de vue d'un savoir absolu qui sait fort bien parler de décadence en feuilletant les pages du dictionnaire historique » (*Histoire de dix ans*) ; et que si « le spectacle est une misère, bien plus qu'une conspiration », cela n'empêche d'aucune façon que, le temps passant et les problèmes de la société de classes s'accumulant, il devienne de plus en plus une prolifération de conspirations ; et d'autant plus aisées à mener qu'elles tirent justement parti du terrain préparé par la misère. Bref, si ces *Commentaires* choisissent, en s'en tenant « à noter ce qui est » (plutôt que d'envisager ce qui serait « souhaitable ou seulement préférable »), de considérer avec détachement l'éventualité que la cause de la liberté

cesse de pouvoir être transmise, ils n'en servent pas moins cette cause selon eux *perdue*.

L'insatisfaction n'a pas été abolie mais seulement refoulée hors de tout espace public par l'omniprésence du monde fictif édifié par le spectacle. Et ceux qui ont fait de l'insatisfaction leur cause ont moins besoin que jamais de se justifier, alors que la faillite de l'organisation de la survie est si notoire : ils ont seulement à la mettre en œuvre en balayant toutes les justifications mensongères qui tiennent encore en respect le dégoût universellement suscité par la production de nuisances.

Les mouvements de travailleurs qui se dotent *défensivement* de moyens d'organisation autonomes (coordinations, comités de base, etc.) ne peuvent dépasser le cadre d'une lutte néo-syndicale, et ainsi *trouver de l'aide*, qu'en dénonçant là où ils se trouvent les pseudo-nécessités économiques identiquement imposées à tous. Si dans un seul secteur vital de la production (et presque tous le sont, dans la fragilité de la déraison techniquement suréquipée) des prolétaires s'affirmaient violemment comme tels en montrant par un sabotage raisonné leur supériorité humaine sur la machinerie de la décadence, et savaient communiquer tout de suite la vérité de leur acte, en réponse aux inévitables calomnies, tous les sophismes qui servent chaque jour à justifier la vieille corruption marchande se verraient instantanément *remis à leur place*. Seul un tel début de mise en pratique du programme d'arrêt immédiat de la production anti-historique, avec les effets directs qu'il aurait contre le fatalisme ambiant, pourrait peut-être empêcher que ce soit sous la férule de désastres écologiques répétés que les hommes doivent apprendre à se séparer d'un monde d'illusions. En regard de si impérieuses nécessités, il est tristement remarquable que des mouvements qui ont su devenir assez puissants pour se faire entendre n'aient littéralement *rien à dire* contre le secteur de l'économie où ils agissent ; et que par exemple des travailleurs de l'industrie de la santé s'organisent en tant que salariés sans le moins du monde remettre en cause, en tant qu'individus subissant le sort commun, cette étrange industrie dont la croissance créatrice d'emplois s'accomplit en symbiose avec celle d'autres activités économiques (comme l'industrie agro-alimentaire ou la « restauration rapide ») qui lui assurent une clientèle toujours plus nombreuse. La complémentarité en question valant d'ailleurs également pour la florissante industrie de la santé *mentale*, approvisionnée en patients par la désintégration des formes antérieures de la sociabilité.

À l'inverse des luttes revendicatives des salariés, les mouvements de protestation contre les nuisances ont d'emblée un but qui, même s'il s'agit seulement de s'opposer à une dégradation locale et particulière, possède un caractère d'universalité, comme refus de l'abondance empoisonnée. Mais c'est sur le terrain des méthodes d'association qu'ils se montrent très faibles et, par manque d'expérience de l'auto-organisation, très mal armés contre les représentations récupératrices. Comme le disait un tract distribué le 1er mai 1989 lors du rassemblement contre le projet de barrage à Serre de la Fare, dans la Haute-Loire : « Parmi les opposants au saccage de la planète,

nombreux sont ceux qui refusent la politique, qu'ils identifient au jeu des ambitions personnelles. Ils devront accepter la politique qui existe et, avec elle, tout ce qu'ils disent refuser aujourd'hui. (...) Face au mensonge d'une définition démocratique des choix de production, les opposants ici réunis doivent comprendre et faire comprendre qu'ils *sont* la démocratie véritable, garante de l'intérêt de tous et du seul avenir possible. » La seule voie qui s'ouvre à de tels mouvements, pour échapper au marais de l'écologisme verdâtre, c'est celle du dépassement actif de la politique par l'organisation d'une communication autonome qui permette d'explicitier et de populariser la critique de l'économie et du travail présente de fait dans leurs motifs initiaux. Là encore un acte exemplaire vaut souvent mieux que de longs discours, étant entendu qu'un critère suffisant de pertinence est qu'il serve à renforcer la protestation contre ses représentations extérieures (à la différence du terrorisme qui, fût-il sincère, impose une représentation plus extérieure et incontrôlable qu'aucune autre). La vérité ne peut commencer à construire ses forces et gagner son droit à l'existence qu'en s'attaquant à ceux qui occupent son terrain en récupérateurs, c'est-à-dire en l'occurrence les écologistes d'État.

Quel que soit l'aspect de la réalité dominante auquel elle s'attaque, la négation doit maintenant produire délibérément son terrain d'unification, en recréant *ab ovo* les conditions élémentaires, nulle part données, d'une future Sécession anti-économique de l'immense majorité. Pour cela les individus qui ne se résignent pas à l'avilissement de leur vie devront prendre la liberté de construire, en fonction des nécessités vitales partout présentes avec les conséquences de la domination irresponsable, les modes d'association qui leur permettent d'y répondre. Et ce sera ensuite leur rigueur dans le refus des moyens eux-mêmes corrompus que le spectacle ne manquera pas de leur offrir qui pourra les mener plus loin. Si cette perspective ne s'était pas imposée auparavant, c'est probablement qu'il semblait à beaucoup des ennemis de la vieille politique que les moyens suffisants de son dépassement étaient réunis sur le terrain de la production. Les partisans de la critique sociale réclamaient la négation de la politique, ils voulaient que l'on prenne comme point de départ les germes de révolution qu'étaient les luttes ouvrières, mais ils oubliaient que les véritables germes de révolution ne s'étaient jamais développés dans l'époque récente (en France en 1968 comme en Pologne en 1980-1981) qu'avec la création d'une première forme de communication libérée où tous les problèmes de la vie réelle tendaient à trouver leur expression immédiate, et où les individus commençaient, en accomplissant les actes exigés d'eux par les nécessités de leur émancipation, à constituer ce domaine public où la liberté peut déployer ses charmes et devenir une réalité tangible. En un mot : on ne peut supprimer la politique sans la réaliser.

Lorsque des individus révoltés par telle ou telle ignominie particulière se réunissent, c'est d'abord l'expression et la diffusion de leur protestation qui est leur but. Mais en même temps ils s'approprient par là un besoin nouveau, le besoin d'une communication directe, affranchie de toutes les séparations et spécialisations ; et ce

qui semblait le moyen devient le but. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le succès immédiat, rare et toujours éphémère, mais la formation de ce « domaine de relations communautaires qui donne son sens au sens commun » (Hannah Arendt), et qui donc permet la constitution d'un point de vue collectif à partir duquel il devient possible de condamner toute l'innovation technique autoritaire, sans plus se laisser impressionner par l'inepte reproche de passéisme.

On peut tout faire avec la technologie de pointe, sauf s'asseoir dessus. L'usurpation qui gouverne au nom du progrès doit sans cesse en fabriquer de nouvelles preuves. Exposée à toutes les comparaisons que suggèrent les regrets, les frustrations ou les espérances, elle est obligée de se justifier toujours par d'autres accomplissements ; l'inaction la plus raisonnable, la mieux motivée lui devient un danger. Le surdéveloppement technique, s'il parvient encore superficiellement à déconcerter le jugement de beaucoup, mine ainsi en profondeur le territoire de l'approbation, et prépare l'effondrement de toute stabilité de l'oppression. Nombreux sont ainsi les succès de l'invasion spectaculaire qui contiennent négativement la possibilité d'un renversement du rapport de forces, par l'affaiblissement de l'envahisseur, L'atomisation sociale qui a dispersé les forces de la subversion agit également sur le camp ennemi, où les pouvoirs ne peuvent compter que sur une bien douteuse fidélité de leurs serviteurs. Les générations qui n'ont connu que ces nouvelles conditions sont aussi celles qui, les premières, n'y ont pas adhéré positivement en voyant là une émancipation par rapport aux conditions antérieures : *le spectacle est passé mais l'herbe repousse*. La société moderne, faute d'être aimée, se contente d'être redoutée, mais la crainte qu'elle suscite peut à tout moment se retourner contre elle, parce qu'elle n'est plus en mesure d'offrir la sécurité en contrepartie de la passivité : rien n'est plus dangereux pour les États que de tenir « sans cesse suspendus sur leurs sujets le soupçon, l'inquiétude et les alarmes », car alors les hommes « se garantissent à n'importe quel prix contre le péril, et, devenus bientôt plus hardis, ont moins de scrupules à tenter des nouveautés » (Machiavel). Enfin l'unification mondiale de la domination fait que les révoltés de tous les pays ont plus visiblement que jamais des raisons *communes* de s'en prendre aux conditions qui leur sont faites.

Le moment est donc en train de revenir où chacun pourra, suivant ses lumières et ses forces, être utile à cette vaste et informelle conjuration des égaux qui devra préparer, dans les catacombes de la société du spectacle, les moyens de son dépassement positif. La fin de toute possibilité d'identification au progrès économique détermine une rupture historique dont nous avons éprouvé toute l'efficacité démoralisante, mais dont les heureux effets sont encore à venir. À la faveur de cette rupture va réapparaître sous des formes nouvelles la vieille guerre de la liberté, celle-là même qu'évoquait le niveleur Wildman en 1647, lors des débats de l'armée, à Putney, où les délégués des soldats, les « agitateurs », s'opposèrent à cette première représentation récupératrice en formation autour de Cromwell : « Puisqu'il n'y a aucun remède, il vous faut tout recommencer au départ. Et vous n'ignorez pas la manière ! » (*Appel à*

tous les soldats.)

[...]

Marx notait, à propos de la Révolution française, que « la représentation est un produit tout à fait spécifique de la société bourgeoise moderne, et on ne saurait les dissocier pas plus qu'on ne peut en dissocier l'individu isolé moderne ». Dans la démocratie bourgeoise, telle qu'elle s'est stabilisée au XIX : siècle dans quelques pays, la suppression des corps, des ordres, des communautés intermédiaires, devait déjà assurer, avec l'isolement des individus, la toute-puissance de l'État ; tandis que le système des partis politiques permettait de régler dans le cadre parlementaire les conflits d'intérêts entre les divers groupes sociaux participant à la domination capitaliste. On sait comment le mouvement ouvrier s'est bureaucratisé en se soumettant à ce système représentatif de la bourgeoisie, pour s'y faire reconnaître comme représentant légitime de cette fraction du capital qu'est la force de travail ; non sans que parallèlement plusieurs révolutions ouvrières cherchent à faire vaincre, après la Commune, les organes de leur démocratie totale : les Conseils. Quant à la démocratie représentative, elle a de son côté dé péri au cours de ce siècle, au fur et à mesure que la seule logique technique de la croissance économique absorbait et résumait toutes les fonctions politiques de l'État : désormais les conflits d'intérêts entre groupes participant à la domination se règlent dans la coulisse, par d'autres moyens que ceux de la vieille politique, et les *lobbies* remplacent les partis. Comme par ailleurs la même logique technique de la croissance économique a rendu les individus plus isolés et dépendants que jamais, face aux experts en tout genre qui leur représentent cette rationalité impersonnelle, on peut dire que la démocratie spectaculaire a brillamment aboli toute dispute sur l'exercice du pouvoir : au contraire exact d'une formulation de Varlet, « tout ce qui intéressait essentiellement l'organisation, l'ordre, l'harmonie, la reconstruction même de l'édifice social » a été soustrait à notre compétence.

C'est une espèce de perfection démocratique spéciale qui a ainsi été atteinte, par rapport aux tentatives des révolutionnaires d'il y a deux siècles, pour lesquels la démocratie aie un État où le peuple fait par lui-même tout ce qu'il peut bien faire, et délègue le reste. Il est en effet prouvé chaque ; jour que sur la lancée du progrès économique rien ne peut être fait que d'exécration, ce qui épargne aussi bien au peuple de le faire lui-même qu'à ceux qui le représentent de lui rendre des comptes ; et c'est un plein exercice de sa liberté qui fait se résigner chacun à l'inutilité d'intervenir là-dessus. N'étaient ses conséquences matérielles, qui la font par ailleurs verser dans le désastre, la réussite de cette démocratie de la passivité serait donc totale.

Avec un genre d'humour sans doute assez peu habituel dans ces milieux, un diplomate russe aurait déclaré cette année à ses interlocuteurs américains : « Nous sommes en train de vous faire une chose terrible : nous vous privons d'ennemi. » Ce

mot dépeint assez bien la situation qui est celle des dirigeants de l'économie marchande au moment où celle-ci unifie, en même temps que la domination, le sort fait aux dominés, et liquide les illusions qui pouvaient encore régner de part et d'autre quant au système rival. En revanche, il est un ennemi dont elle ne risque pas d'être privée, puisqu'elle le produit elle-même, et à toujours plus grande échelle, c'est celui qui menace partout les bases biologiques de la vie. Et c'est contre lui que la propagande des médias appelle maintenant à un nouveau *containment* : « Chaque habitant de la planète doit être conscient de la vulnérabilité de celle-ci et du besoin urgent de la protéger. Aucune tentative en ce sens ne pourra réussir à terme si les gens ordinaires, la ménagère de Californie, le paysan mexicain, l'ouvrier soviétique, le fermier chinois, ne sont pas prêts à modifier leur mode de vie. Mettre en train ce type de mobilisation massive requerra des qualités extraordinaires de leader, du genre de celles apparues auparavant en temps de crise : l'éloquence de Churchill qui galvanisa ses compatriotes en guerre en les invitant à vivre là "leurs plus beaux jours" ; l'idéalisme pragmatique de F. D. Roosevelt qui donna de l'espoir et du travail aux américains victimes de la dépression. Maintenant plus que jamais le monde a besoin de leaders qui sachent subjuguier leurs concitoyens et les entraîner non pas dans une campagne nationaliste ou militaire, mais dans une croisade universelle pour sauver la planète. Si l'humanité n'embrasse pas cette cause totalement et immédiatement, il se peut qu'elle n'ait plus le choix qu'entre l'holocauste nucléaire et l'extinction lente. » (Éditorial du magazine *Time*, 2 janvier 1989.)

Malgré tous ses évidents avantages comme méthode de gouvernement, la proscription de la conscience n'a pas celui d'épargner ses ravages à la direction de la société, qui s'en trouve elle-même irréversiblement corrompue. Et quand elle tente de se poser en garante de la survie de l'humanité, elle ne fait qu'ajouter à son irréalisme routier celui d'un simulacre de guerre contre les nuisances, une ultime tricherie dans un casino en flammes. « Nous périrons par où nous avons cru vivre » : la réflexion de Baudelaire, que lui inspirait ce qu'il anticipait des avilissants progrès d'une américanisation dès alors nommée telle, vaut pour les gestionnaires actifs de l'illusion comme pour ses consommateurs hébétés. Le spectacle compte bien se maintenir et créer un fantôme d'ordre au milieu des catastrophes inédites vers lesquelles il presse l'humanité, Il dispose assurément pour ce faire d'immenses moyens. Cependant ce qui est aussi présent pour la première fois universellement, avec le désabusement obligé quant à la valeur du monde que les hommes produisent dans l'inconscience et l'irresponsabilité (« Pourquoi un monde moderne si de tels poisons s'inventent ! »), c'est la possibilité d'un jugement collectif plus radical — la critique de l'économie faite par tous, non par un — que celui dont était porteur l'ancien mouvement ouvrier. Et indissociablement la démocratie directe devient, comme seul moyen de la vérité, une exigence pratique minimale contre le mensonge qui empoisonne tout : alors même qu'elle s'est perdue comme projet d'organisation sociale, elle revient comme chez elle partout où des individus veulent faire valoir les problèmes de la vie

réelle. Dans l'espèce de décharge planétaire où la déraison au pouvoir a fait verser l'histoire, ce qui est à reprendre depuis le début par une pratique sans concessions, c'est la lutte contre toute spécialisation du pouvoir. On ne peut être meilleur que les combats de son temps, mais on peut y participer pour les rendre meilleurs.

Ab ovo, « Encyclopédie des Nuisances », fascicule 14, tome 2, 1989

